

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2336 - 10 mai 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Pour en finir avec la crise



**Il faut balayer
le capitalisme !**

18- 19 - 20 mai

**La fête de
Lutte Ouvrière**



SOMMAIRE

Leur société

p. 4 ■ Des millions pour les PDG... des milliards pour les actionnaires

■ Banques : dirigeants et actionnaires mieux traités que les employés

■ Pas d'austérité chez les traders

p. 5 ■ L'État prêt à céder des participations

■ Loi sur l'action de groupe

■ Samedi 25 mai, anniversaire de la Commune

p. 6 ■ Un pétard à 120 millions

■ Transports et produits dangereux

■ Suicide avant une expulsion

La fête de Lutte Ouvrière

p. 7-10 ■ Le programme

Dans les entreprises

p. 11 ■ PSA Aulnay-sous-Bois

■ PSA Finance

p. 12 ■ Toyota - Onnaing (Nord)

■ Chantier Les Terrasses du port - Marseille

p. 13 ■ STX - Chantiers de l'Atlantique - Saint-Nazaire

■ France Télécom

■ Armor-Lux

Dans le monde

p. 14 ■ Russie: des dizaines de prisonniers politiques

■ États-Unis: les laissés-pour-compte de la guerre en Irak

p. 15 ■ Syrie-Israël: menaces de guerre

■ Banque centrale européenne

■ Réduction des déficits

p. 16 ■ Portugal, nouvelles attaques contre les travailleurs

■ Allemagne, procès des néonazis

fil rouge

Le Pen, poison violent

« Il faut maintenant un vrai chef, un chef qui agisse, enfin ! La France ne peut plus attendre ! En ces temps obscurs où tout est flou, où tout avenir paraît incertain, où la mollesse de nos dirigeants le dispute à un véritable laxisme d'État, nous avons besoin d'autorité, et dans tous les domaines ! »

C'est ainsi avec la plus grande clarté que, dans son discours du 1^{er} mai, Marine Le Pen a défini ce que serait demain la politique qu'elle mènerait si elle arrivait au pouvoir. Et de conclure : « Vous connaissez nos valeurs. Vous avez compris, mes chers compatriotes, ma méthode de gouvernement, ma conception du pouvoir ! » En effet, on est averti de la façon dont voudrait gouverner la cheftaine Le Pen : à la baguette !

Cahuzac, le retour ?

Jérôme Cahuzac, naguère ministre du Budget et ci-devant apôtre de la rigueur dans le gouvernement Ayrault, envisagerait, selon la rumeur, de se représenter à l'élection législative partielle provoquée

par sa démission forcée du Parlement. Vrai, faux ? En tout cas, ce serait culotté. Mais pas plus que d'affirmer, comme le font à tour de rôle les ministres socialistes, que les mesures qu'ils prennent n'ont rien à avoir avec une politique d'austérité.

Las Vegas mise sur Sarkozy

La prochaine conférence rémunérée de l'ex-président de la feuille de paye, surtout la sienne, aura lieu à Las Vegas, à l'invitation du fonds de placement Skybridge.

La valeur d'échange de Sarkozy sur le marché des conférenciers ne se mesure pas à l'intitulé de son topo, sobriement désigné par « discours important », mais à sa place dans le programme. La célébrité parlera immédiatement après l'intervention intitulée « Pourquoi la finance favorise les droits civils des gays » et juste avant la soirée de « cocktails et distractions ».

Après ce petit boulot, Sarkozy devra être capable de répondre aux questions de ses auditeurs telles que : « Où est le buffet ? », « Peut-on féliciter les

danseuses après leur numéro » ou bien, « Est-ce qu'il y a une mise plancher au blackjack ? »

L'expérience d'un président de la République, ça n'est pas rien.

Plus Guéant parle, plus il s'embrouille

Claude Guéant s'était justifié dans les médias sur deux anomalies financières dans ses comptes. Pour expliquer des factures payées en liquide d'un montant de 20 000 à 25 000 euros, il avait dit avoir utilisé des primes de cabinet en espèces après 2002, date à laquelle elles avaient été supprimées !

Plusieurs personnes, dont un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, mais aussi Chantal Jouanno et Rachida Dati, l'ayant contredit, il a ensuite dit avoir payé sur les frais d'enquête de la police. Or, *Le Canard enchaîné* a rappelé que Guéant, lorsqu'il était directeur de la Police nationale, interdisait à ses collaborateurs d'utiliser ces primes pour un autre usage que « la conduite des enquêtes ». Guéant pratiquait

donc ce qu'il interdisait à ses subalternes.

Et puis selon Guéant les 500 000 euros en sa possession provenaient de la vente de deux petites peintures d'un artiste hollandais... dont la cote ne dépasse pas 15 000 euros par tableau !

Quand on a été premier flic de France, on devrait se souvenir que le silence est d'or.

Parachute doré pour atterrissage en douceur !

Le PDG du groupe Accor, Denis Hennequin, qui gère de nombreux hôtels dans le monde, vient d'être remercié par les actionnaires.

Mais il ne partira pas les mains vides, comme c'est le cas aujourd'hui pour de nombreux travailleurs. Non, sa prime de départ avoisinera les quatre millions d'euros, soit 3 568 fois le smic mensuel. Bon, même s'il a peut-être un peu démerité, puisque le précédent patron d'Accor avait touché un million de plus en 2010, on ne va pas pour autant le plaindre !

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE Bp. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

| Tarif des abonnements | Lutte Ouvrière | | Lutte de Classe |
|--|----------------|------|-----------------|
| Destination : | 6 mois | 1 an | 1 an |
| France, DOM-TOM | 18 € | 35 € | 15 € |
| DOM-TOM avion | 25 € | 50 € | 21 € |
| Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient | 30 € | 60 € | 20 € |
| USA, Canada | 35 € | 70 € | 22 € |
| Autre Amérique, Asie, Océanie | 43 € | 85 € | 25 € |
| Envois sous pli fermé : tarifs sur demande | | | |

C'est la domination de la bourgeoisie qu'il faut balayer

Comme les dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté dimanche 5 mai à la Bastille, il y a de quoi être en colère contre la politique du gouvernement Hollande.

Il y a de quoi être révolté de le voir s'aplatir en permanence face au grand patronat et renier ses maigres promesses. Il y a de quoi être écœuré par sa lâcheté !

Il est rageant aussi de voir comment la politique du gouvernement fait le lit du Front national.

Mais le gouvernement ne changera pas de politique. Alors que des millions de familles ouvrières sont plongées dans la misère, Ayrault a osé dire : « *Il n'y a pas d'austérité, c'est une invention de propagande* » ! Il n'y a plus rien à demander à ce gouvernement, plus rien à en attendre, si ce n'est de nouvelles attaques, en particulier contre les retraites.

Mais, après Hollande, s'en remettre à Mélenchon serait aller d'illusion en illusion. Mélenchon a beau traiter les ministres de « *bande d'incapables* » et considérer que Hollande est responsable de la crise, sa seule perspective est de devenir son Premier ministre, avec la même majorité gouvernementale !

Au-delà de la personne de Mélenchon, ce serait une illusion de mettre nos espoirs dans un « bon » gouvernement de gauche. Dans cette période de crise, il ne peut pas y avoir de « bon » gouvernement pour les travailleurs sans déclarer la guerre aux exploités, à leurs profits et à ce qui fonde leur pouvoir, le droit de propriété capitaliste.

Les travailleurs sont confrontés à des problèmes vitaux : leur emploi, leur salaire, leur retraite, leur santé, l'éducation de leurs enfants. L'interdiction des licenciements, l'embauche dans les services publics, l'augmentation des salaires, le contrôle des travailleurs sur les entreprises, sont les seules mesures qui pourraient stopper la dégradation de leurs conditions d'existence.

Si l'on ne veut pas que le poids de la crise retombe sur les classes populaires, il faut faire payer la bourgeoisie, il faut être décidé à combattre et à renverser le mur de l'argent. Seule la force sociale des travailleurs est capable de le faire, à condition qu'elle ne soit pas seulement dirigée contre les sous-fifres de la bourgeoisie qui occupent l'Élysée, mais contre le grand patronat.

La véritable opposition politique n'est pas entre les partisans de l'austérité et ceux de la relance, c'est l'opposition de classe dans la guerre sociale que les exploi-

teurs mènent contre les travailleurs.

Le combat des travailleurs pour leurs intérêts de classe est la seule façon de faire pièce à l'influence du Front national dans les classes populaires.

L'influence de Le Pen est un poison mortel pour les travailleurs. Si Le Pen arrivait au pouvoir, elle ferait, comme les autres, une politique au service des Arnault, des Bettencourt et des Peugeot, une politique respectueuse du capitalisme et de la domination de la bourgeoisie. Mais elle mènerait cette politique dans sa pire variante autoritaire. Oui, Le Pen est intéressée par les voix des travailleurs et des plus pauvres mais, au pouvoir, elle les ferait marcher à coups de trique.

Mélenchon se pose en rempart contre le Front national. Mais ce n'est pas en brandissant les mots d'ordre de « *6^e République* » et de « *République exemplaire* » que Le Pen reculera : c'est un terrain sur lequel tous les démagogues peuvent exceller. Le Pen en premier, car cela n'engage à rien vis-à-vis des travailleurs et cela ne gêne en rien les affaires du patronat.

En admettant d'ailleurs que la corruption des élus et les scandales reculent, en admettant que l'appareil d'État soit plus propre, qu'est-ce que cela changerait pour les travailleurs ? Que celui qui décide d'augmenter la TVA ou de diminuer les droits à la retraite soit un responsable politique intègre, qu'est-ce que cela changerait ?

Ces mots d'ordre sont de faux objectifs, qui ne peuvent déboucher sur aucun progrès réel pour les exploités. Seule la lutte, les grèves, les occupations d'usine, sur leur terrain de classe, peuvent faire avancer les intérêts des travailleurs. Et il ne s'agit pas que de leurs intérêts, car leurs objectifs correspondent à l'intérêt de l'écrasante majorité de la population, à l'inverse de la politique du gouvernement, qui est au service exclusif des banquiers et du grand patronat.

La lutte des travailleurs pour leurs intérêts vitaux leur donnera confiance en leurs propres forces et leur permettra de faire le tri entre leurs amis, leurs faux amis et leurs pires ennemis.

Les travailleurs deviendront une force politique capable de peser quand ils opposeront, à « l'union nationale » et au poison de la « préférence nationale », la préférence de classe : les travailleurs d'abord ! L'emploi et les salaires d'abord ! Les services publics d'abord ! Les exploités d'abord !

• Logement

Le gouvernement trouve encore de l'argent... pour aider la spéculation

Sur les traces de ces prédécesseurs, le gouvernement Hollande a mis en application depuis janvier dernier un nouveau cadeau fiscal très attractif en faveur des ménages fortunés pouvant acheter jusqu'à un ou deux logements neufs par an pour les mettre en location.

La nouveauté, selon la ministre du Logement Cécile Duflot, réside dans les contreparties « sociales » que les acquéreurs doivent respecter : plafond de ressources des locataires et modération des loyers. Cependant une étude

de l'Observatoire des conjonctures économiques montre à quel point ces obligations sociales sont illusoire, alors que le cadeau, lui, est substantiel.

La presse économique avait déjà souligné les « améliorations majeures » du « Duflot »

par rapport au cadeau fiscal en vigueur sous Sarkozy : le taux de réduction d'impôt atteint 18 %, contre 13 % précédemment. De plus, l'investisseur, qui ne pouvait réaliser qu'un seul achat par an, peut désormais en réaliser deux. Quant à ses obligations, elles prêtent à sourire. En effet le plafond de ressources des locataires est supérieur de 23 à 190 % à celui des logements sociaux. Et la limitation des loyers est

mince, quand elle n'est pas carrément inexistante : dans les régions où la demande de logements est spécialement forte, le plafond de loyer exigé n'est inférieur que de 7 % à la moyenne des loyers du secteur privé pour un studio, et il est même supérieur de 7 % pour un F2. Or, à plusieurs reprises, la ministre du Logement avait annoncé que le plafond serait de 20 % inférieur au prix du marché de l'immobilier !

L'avantage fiscal accordé à ceux qui achètent un ou plusieurs appartements pour placer leur argent n'a donc pratiquement aucune retombée positive pour les locataires. En réalité, il est même très négatif, car il détourne l'argent public de la construction de logements à des loyers abordables, pour entretenir la spéculation sur la pénurie de logements.

Jean SANDAY

• CAC 40

Des millions pour les PDG... et des milliards pour les actionnaires

En 2012, les patrons du CAC 40 se sont partagé, en salaires, près de 93 millions d'euros, soit en moyenne 2,3 millions d'euros par an et plus de 190 000 euros par mois.

C'est, globalement, 4 % de moins que l'an dernier. Avec, d'un patron à l'autre, de grandes différences : si quatorze ont vu leur salaire augmenter (+83 % par exemple pour le PDG de Lafarge) seize l'ont vu baisser (-60 % par exemple pour celui de Bouygues). Les baisses, quand baisse il y a, seraient dues pour l'essentiel non à la

partie fixe mais à la partie variable du salaire de ces grands patrons, celle qui est liée aux résultats de l'entreprise.

En fait, ces chiffres ne tiennent pas compte des stock-options, jetons de présence, avantages en nature et autres formes de rémunération qui arrondissent les fins de mois de ces grands patrons. Ces

suppléments auraient représenté, en 2012, globalement plus de 42 millions d'euros, portant à 135 millions dans l'année, soit en moyenne plus de 280 000 euros mensuels pour chacun d'entre eux, le montant total de leurs rémunérations.

Jean-Marc Ayrault a annoncé le 20 mars aux députés le dépôt d'un projet de loi pour limiter la rémunération des chefs d'entreprise du privé. Aucune date n'a été fixée, et cela reste à l'état de projet.

Les chiffres, spectaculaires, des salaires des grands patrons sont évidemment choquants. Mais ils ne représentent encore qu'une partie, et même une petite partie, des richesses que ces entreprises tirent de l'exploitation de leurs salariés et qui sont versées à leurs actionnaires.

En 2012, les sociétés du CAC 40 ont versé au total à ces actionnaires plus de 40 milliards d'euros sous forme de dividendes et de rachats d'actions, soit 300 fois ce qu'ont

touché leurs grands patrons. C'est 5 % de plus qu'en 2011. Ce sont ces milliards prélevés par le capital sur le travail, pour maintenir et même continuer à accroître, malgré voire grâce à la crise, les revenus des classes riches, qui plongent les classes populaires dans la difficulté. Pour la population laborieuse, s'en prendre à ces classes riches et à leurs richesses, cela devient une question de vie ou de mort.

Jean-Jacques LAMY

• Banques

Dirigeants et actionnaires mieux traités que les employés

La Société générale vient d'annoncer la suppression d'un millier d'emplois dans le monde, dont 550 en France, principalement au siège social. La banque entend ainsi économiser 900 millions d'euros. La nouvelle à peine tombée, cela va de soi, le titre augmentait de 5 % à la Bourse.

Le leader français de la banque de détail n'avait pas songé à faire des économies par exemple sur le salaire de son PDG, augmenté de 75 % en 2012. La banque dit qu'elle n'aura pas de mal à trouver des volontaires, car la prime de départ sera attractive. Il n'en demeure pas moins que cela entraînera une nouvelle contraction des emplois, plutôt malvenue en cette période de chômage de masse.

La Société générale avait déjà supprimé 880 emplois en 2012. Et elle n'est pas la seule banque à procéder ainsi. Ces dernières semaines, les annonces de suppressions d'emplois se sont multipliées : 1 700 à 2 000 à la Banque de France

d'ici 2020, 375 chez BNP Paribas, 350 chez Dexia, 250 chez Barclay... On a calculé que les banques suppriment des emplois au rythme d'environ 2 % par an. 4 000 emplois ont ainsi été supprimés en 2012 dans le secteur des banques commerciales (BNP, Société générale, etc.).

Malgré une moyenne de 30 000 employés embauchés par an, le nombre d'employés de banque diminue. Pour le seul secteur des banques commerciales, il est passé de 212 000 à 208 000 entre décembre 2011 et décembre 2012, car les embauches de nouveaux employés ne compensent pas les départs en retraite ou autres.

Si on ajoute le secteur mutualiste (Crédit agricole, Crédit mutuel, Caisse d'épargne, Banque populaire...), le secteur bancaire compte 370 000 employés. Mais le secteur mutualiste n'est pas mieux protégé. Ainsi, au Crédit agricole, si 2 700 recrutements ont été annoncés pour 2013, ils ne compenseront pas les 4 100 départs prévus cette année dans les caisses régionales de cette banque.

D'une façon générale, les embauches concernent d'abord le renforcement des sièges sociaux en commerciaux, informaticiens, contrôleurs de gestion ou experts-comptables très diplômés. Pour le reste, et notamment dans les agences, les dirigeants des banques pratiquent comme les autres capitalistes : ils cherchent à gagner en rentabilité en réduisant les effectifs pour réduire la masse salariale.



Il leur arrive aussi de proposer des mutations vers des postes éloignés à plusieurs centaines de kilomètres, ce qui en cas de refus peut déboucher sur une démission ou un licenciement. Et tout cela contribue à faire fondre les emplois.

Pourtant, il est de notoriété publique que les banques

ont été le secteur le plus soutenu et le plus aidé par l'État depuis la crise de 2008. Mais les milliards d'euros distribués ont surtout permis aux banques de continuer à spéculer et d'afficher des bénéfices imposants mais, à l'évidence, pas à préserver les emplois.

Jacques FONTENOY

• Société générale

Pas d'austérité pour les traders

Une semaine avant que la Société générale n'annonce un plan d'économies de 900 millions d'euros qui va entraîner la suppression d'au moins un millier de postes, une publication de la même banque, le *Rapport sur les politiques et pratiques de rémunération en 2012*, indiquait que les 550 millions d'économies déjà réalisées l'an dernier ont

totallement épargné les traders de cette banque.

Comme l'indique ce document, ces personnes « dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise » (sic) ont vu leur rémunération annuelle totale augmenter en moyenne de 28 % entre 2011 et 2012, pour approcher 300 000 euros. Être la force de frappe

spéculative de la banque et être pour beaucoup dans ses résultats mérite considération et rémunérations sonnantes et trébuchantes.

Aux rémunérations fixes s'ajoutent les bonus. Ceux-ci ont augmenté de 45,4 % en 2012, dépassant en moyenne 162 000 euros. Au total, la part fixe des rémunérations des traders de la Société

générale en 2012 représentait 374 millions d'euros et la part variable 467 millions.

Une nouvelle réglementation européenne est censée imposer aux banques, cette année, que la part variable ne dépasse pas la part fixe de la rémunération. Elle va obliger la Société générale à consulter les actionnaires. En effet cette nouvelle réglementation

laisse une porte de sortie : si deux tiers des actionnaires l'acceptent, il sera possible de déroger à cette règle et de continuer de cajoler les traders, enfants chéris des banques, du moins quand leurs résultats sont positifs...

Et sinon, haro sur le Kerviel!

J. F.

• L'État prêt à céder des participations

Ces privatisations qui ne disent pas leur nom

Dimanche 5 mai sur TF1, Jean-Marc Ayrault a annoncé que, « dans un certain nombre d'entreprises » dont l'État est actionnaire, le gouvernement envisageait de vendre ses participations « pour financer l'investissement ». Le lendemain, son ministre de l'Économie, Moscovici, se hâta d'affirmer que « ce n'est pas le retour des privatisations ». Mais on n'est pas obligé de le croire...

De 1997 à 2002, Moscovici n'a-t-il pas été ministre d'un autre gouvernement PS, celui de Lionel Jospin ? Or, ce dernier, après avoir déclaré ne pas entendre mener une politique de privatisations, s'était vanté, lors d'un débat télévisé durant la campagne présidentielle de 2002, d'avoir « plus privatisé en cinq ans que la droite en sept ans ».

Cette fois-là, il ne mentait pas. En effet, Jospin avait privatisé, entre autres, le Crédit lyonnais, la Caisse nationale de prévoyance... Il avait aussi, formule hypocrite, « ouvert le capital » de France Télécom ou d'Air France, pour ne pas dire qu'il les livrait aux appétits du privé.

Aujourd'hui, le gouvernement Ayrault s'apprête à faire de même. L'État détient l'équivalent de 100 milliards d'euros de participations dans diverses entreprises (EDF, 26,9 milliards, GDF, Suez 14,5 milliards, EADS, près de 5 milliards, Safran, Aéroports de Paris, France Télécom, Renault, Thalès, Areva, Air France..., pour ne citer que les plus importantes), dont 62,5 milliards d'euros dans des sociétés cotées en Bourse.

Avant même qu'Ayrault

n'évoque publiquement la possibilité de « céder des participations », le gouvernement a déjà commencé à le faire. Ainsi, il vient d'obtenir 448 millions en vendant 3,12 % du capital du groupe aéronautique Safran, dont l'État reste le premier actionnaire avec 27 % du capital.

Bien sûr, le gouvernement ne s'apprête pas à vendre tous ses « bijoux de famille », même si leur valeur estimée correspond au montant du déficit public annuel qu'il peine à combler. Pour vendre, il faut trouver preneur. Certaines entreprises – celles qui rapportent le plus – étant plus alléchantes que d'autres pour les capitaux en quête de bonnes affaires, il y a fort à parier que ce sont principalement celles-là dont le gouvernement jettera des parts aux capitaux privés. Mais l'État s'en trouvera appauvri du même coup, car les seules entreprises cotées en Bourse dont il est actionnaire lui rapportent 4,5 milliards de dividendes par an. Qu'il en vende tout ou partie, ce sera autant de moins qui rentrera dans les caisses de l'État. Cela creusera un peu plus à l'avenir les déficits publics qui servent à tous les gouvernements de prétexte pour s'en prendre



... et quelques autres bijoux de famille que le gouvernement veut solder.

au niveau de vie des classes laborieuses.

Quand il s'agit de servir la soupe aux capitalistes, le

gouvernement sait donc se souvenir que l'État est un actionnaire important et parfois majoritaire de certaines

entreprises. En revanche, quand ces mêmes entreprises – Renault, Air France, France Télécom par exemple – annoncent des suppressions d'emplois, il se met aux abonnés absents et prétend ne pas pouvoir s'y opposer.

Ayrault refuse de parler d'austérité à propos de sa politique. Il refuse maintenant que l'on parle de privatisation pour qualifier ces nouveaux cadeaux qu'il veut faire aux capitalistes. Peu importent les mots, c'est la réalité qui compte : celle d'une politique tout au service de la bourgeoisie et que les travailleurs doivent combattre.

Pierre LAFFITTE

L'Humanité et ses trous de mémoire

L'Humanité du 7 mai s'indigne des privatisations annoncées par Ayrault. Rappelant que le précédent gouvernement PS, celui de Lionel Jospin, avait privatisé à tour de bras tout en prétendant ne pas vouloir le faire, le quotidien, qui titre « Jeu de mots et jeu de dupes », écrit avec raison : « Décidément, jouer avec les mots pour masquer une réalité inavouable aux yeux des électeurs de gauche en attente de changement semble un bien commun à Lionel Jospin et Jean-Marc Ayrault. »

Mais si cet article

rappelle bien des faits, il est apparemment une autre réalité inavouable pour L'Humanité. Pas une fois, elle ne rappelle que le Parti communiste a participé pendant cinq ans à ce gouvernement Jospin. Son numéro 2 d'alors, Gayssot, y était ministre des Transports et à ce titre responsable entre autres de « l'ouverture du capital » d'Air France. Son numéro 1 à venir, Marie-George Buffet, y était ministre à la Jeunesse et aux Sports, et le PCF avait encore trois sous-ministres, Michelle Demessine, Jacques Brunhes et Michel Duffour.

Et le journal ne rappelle pas non plus que les ministres du PCF sont restés solidaires, et jusqu'au bout, de ce gouvernement qui s'était tellement discrédité par sa politique antiouvrière, dont ces privatisations étaient un aspect, qu'à l'élection présidentielle de 2002 Jospin ne put même pas passer le premier tour. Le candidat du PCF, Robert Hue, déjà présent à la présidentielle de 1997, ne fut pas en reste puisqu'il vit son score s'effondrer de 8,65 % à 3,37 % des voix.

P.L.

• Loi sur « l'action de groupe »

Un projet bien timide

Jeudi 2 mai, le ministre délégué à la Consommation, Benoît Hamon, a présenté en Conseil des ministres un projet de loi relatif à « l'action de groupe ». Cette procédure devrait permettre aux consommateurs victimes d'un même préjudice de se regrouper pour obtenir réparation en justice.

Cette loi serait un progrès, car une personne victime d'une escroquerie ou d'un mauvais procédé peut difficilement se lancer seule dans un combat judiciaire, avec tous les frais que cela implique, face à de grandes enseignes disposant d'une armada de juristes.

Avant même que ce projet de loi, pourtant bien timide, ne soit présenté, le patronat avait poussé de hauts cris. Pour attaquer une entreprise en

justice, le consommateur devra d'abord se tourner vers l'une des seize associations agréées, qui se chargeront de regrouper les plaintes. Puis il faudra encore bien du temps du fait de la lenteur des procédures.

Plusieurs étapes sont aussi prévues, avec la possibilité de transactions financières, ce qui peut aboutir à ce qu'il n'y ait aucun procès public. C'est ainsi que les ententes sur les prix émanant de fabricants de lessives ou d'opérateurs téléphoniques, pour ne citer que des exemples récents, risquent de rester dans l'ombre. Mais, surtout, les plaintes ne pourront concerner que les contrats relatifs aux biens et services, tels que ceux pratiqués par les assurances ou les opérateurs téléphoniques. Sont exclues

du projet de loi les atteintes à la santé, comme celles révélées par les scandales du Mediator ou des prothèses PIP, ainsi que celles dirigées contre l'environnement : les victimes des marées noires ou des pollutions chimiques sont exclues de la possibilité de mener une « action de groupe ».

Il ne faudrait pas « déstabiliser les entreprises » au travers de cette loi, affirme Benoît Hamon. Elle mettra peut-être un frein aux pratiques véreuses les plus criantes des compagnies d'assurances, banques ou grandes enseignes, et c'est tant mieux pour les consommateurs. Mais celles-ci n'ont pas trop à s'inquiéter de voir leur image de marque ternie ou leurs bénéfices écornés.

Marianne LAMIRAL

Samedi 25 mai, anniversaire de la Commune

Samedi 25 mai, l'association Les Amis de la Commune de Paris 1871 organise, à Paris, la traditionnelle montée au mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise.

En mars 1871, alors que la bourgeoisie, Thiers en tête, se réfugiait à Versailles, les travailleurs parisiens prenaient le pouvoir et proclamaient la Commune.

Et, tandis que Thiers préparait la reconquête sanglante de Paris, ils jetaient les bases d'une société juste, égalitaire et démocratique, prémisses d'une société communiste ; un projet que la crise présente du capitalisme rend d'autant plus actuel.

Une délégation de Lutte Ouvrière sera présente.

Rendez-vous à 14 h 30
devant l'entrée du cimetière du Père-Lachaise
rue des Rondeaux - Paris 20^e
métro Gambetta

• Dissuasif Un pétard à 120 millions

Comme l'a dit un témoin choqué qui assistait, le 5 mai, au tir d'essai raté d'un missile balistique M51, en baie d'Audierne, depuis un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), « 120 millions partis en fumée, dire que ça aurait pu nourrir des tas de familles qui sont dans la m... »

Heureusement, le missile de 56 tonnes n'était pas chargé, comme s'y engageaient les militaires dans le cadre des essais. Mais on frémit de savoir qu'il est conçu pour porter une tête nucléaire d'une puissance de trente-cinq Hiroshima « seulement » et, à terme, de soixante. Et les débris, s'ils n'ont apparemment touché personne dans la zone de tir, sont allés polluer les fonds marins avant que les plongeurs de l'armée ne les repêchent.

Ce tir était censé valider les travaux d'adaptation du sous-marin *Le Vigilant* à ce joujou de mort de dernière génération. Peut-être devait-il illustrer le chapitre dédié du *Livre blanc de la Défense*, publié peu avant, où l'on peut notamment trouver cette ode à la « dissuasion » : « De par ses exigences en termes d'efficacité, de fiabilité et de sûreté, la dissuasion nourrit nos efforts de recherche et développement et (...) a aussi un effet d'entraînement sur nos aptitudes technologiques. » Voilà de quoi laisser rêveur...

On pourrait aussi rêver d'un autre usage des crédits affectés au programme M51, estimé par le Sénat à quelque 8 milliards, ainsi qu'au coût annuel de la « dissuasion » nucléaire, budgétée à 3,4 milliards. Pour rester terre à terre, cette « dissuasion » à elle seule permettrait de construire 22 000 logements sociaux au tarif affiché par les organismes HLM. Et sans combler le besoin urgent de plus d'un million de logements, ce serait déjà ça.

Viviane LAFONT

• Transport de produits dangereux

Les populations soumises aux risques

Le déraillement d'un train transportant des matières toxiques dans la nuit du samedi 4 mai près de Gand, en Belgique, montre le danger que ce genre d'accident fait courir aux riverains.

Le choc a provoqué l'explosion, puis l'incendie de trois wagons-citernes qui contenaient de l'acrylonitrile, un produit inflammable qui dégage un gaz proche du cyanure. Une personne en est morte, une cinquantaine ont été intoxiquées, et 500 autres ont dû être évacuées de la zone à cause de la pollution des égouts et de l'Escaut causée par les infiltrations ou le rejet des eaux des lances à incendie.

Ce genre d'accident montre combien il peut être dangereux de faire rouler des trains transportant des matières dangereuses ou inflammables dans des zones urbaines.

En France, le préfet de Seine-Saint-Denis a pris la décision d'interdire toute construction nouvelle dans un rayon de 620 mètres autour du triage SNCF de Drancy-Le Bourget. La gare de triage, située au cœur d'une zone urbaine, traite 150 000 à 300 000 wagons par an, dont plus de 20 000 de matières



L'accident ferroviaire de Gand, le 4 mai dernier.

dangereuses : hydrocarbures, produits chimiques divers, dont du chlore.

Un rapport officiel a dénoncé cette situation, faisant remarquer qu'une déchirure de 2 cm à peine d'une paroi d'un wagon de chlore pourrait avoir des effets mortels dans un rayon de 2 600 mètres, ce qui concernerait plus de 200 000 habitants. Ce triage devrait donc être installé ailleurs que dans une zone urbaine.

Pour RFF (Réseau ferré

de France), propriétaire de l'installation, un tel déménagement ne peut être que long, compliqué et fort coûteux. RFF semble avoir choisi pour le moment de ne rien faire... en espérant peut-être qu'un jour on finira par oublier le problème.

Seulement, pendant ce temps on construit toujours des habitations dans les zones avoisinant le triage, ce qui a amené l'intervention du préfet et l'interdiction de toute construction nouvelle

à 620 mètres du triage dans les communes limitrophes. Pourquoi 620 mètres, alors que le rapport initial parlait de 2 600 mètres ? Mystère.

Mais si un choix devrait s'imposer, ce serait de déménager le triage afin que tous les habitants soient protégés et pas seulement les nouveaux habitants. Or, en fait de « principe de précaution », la seule « précaution » qui s'applique concerne les finances de RFF.

André VICTOR

• Vénissieux (Rhône) *Suicide avant une expulsion* Un drame de trop

Mardi 30 avril, une centaine d'habitants de Vénissieux se sont rassemblés pour exprimer leur colère et rendre hommage à une retraitée qui s'est suicidée, le 25 avril, alors qu'elle allait être expulsée de son logement. C'est l'huissier et les policiers qui l'ont trouvée pendue chez elle.

Son propriétaire l'avait prévenue il y a plus de deux ans qu'il voulait récupérer l'appartement pour le vendre. D'autres lui avaient été, paraît-il, proposés. Mais d'après ses voisines, interviewées à la télévision, pour cette septuagénaire, seule, handicapée et malvoyante, devoir quitter un logement qu'elle occupait depuis trente ans était une catastrophe. Et bien que les services du conseil général aient repéré sa situation fragile, l'autorisation d'expulsion a été donnée par la préfecture.

Quelles que soient les raisons des expulsions, elles sont toujours inhumaines. Se retrouver sans domicile, avec ses

meubles sur le trottoir devant tout le monde, et devoir en plus payer les frais de l'expulsion, c'est une tragédie.

Avec la crise, le chômage, les bas salaires, les petites pensions et le travail précaire, nombre de salariés et de retraités ne peuvent plus payer leur loyer, ou l'eau, le gaz et l'électricité.

Dans une ville ouvrière comme Vénissieux, avec un taux de chômage de 27 %, c'est un tiers de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté. En 2012, il y a eu 211 assignations au tribunal en vue d'expulsion, avec 60 concours de la force publique accordés et

40 programmés. Finalement il y a eu dix expulsions effectives, 13 ont été suspendues et 17 familles sont parties sans attendre, certains partant sans rien dire par honte d'avouer leur situation.

Les expulsions évitées le sont généralement grâce aux aides et aux conseils des services sociaux de la mairie et du « Réseau d'alerte et de solidarité », qui en plus n'hésite pas à mobiliser en nombre pour accueillir l'huissier le jour de l'expulsion.

Pour protester contre ces expulsions, les maires successifs de Vénissieux décrètent tous les ans depuis longtemps des arrêtés interdisant les saisies mobilières et les expulsions locatives pour dette de loyer sur le territoire de la commune, ainsi que les coupures d'eau, de gaz et d'électricité pour retard de

paiement. Depuis quelques années d'autres maires de municipalités PC ou proches font de même : Vaulx-en-Velin, Givors, Grigny et Pierre-Bénite.

Mais tous les ans, invariablement, le préfet fait annuler par la justice les arrêtés sous prétexte d'illégalité. Cette année les décrets ont été déposés le 15 mars. Mais dès le 15 avril les maires de Vénissieux et Grigny étaient convoqués en référé par le préfet au tribunal administratif, et leurs arrêtés suspendus dès le lendemain.

Le gouvernement a changé, mais l'État est toujours aussi dur envers les plus démunis. Les expulsions sont des drames humains qu'il ne faut pas interdire seulement pendant la trêve hivernale mais toute l'année.

Correspondant LO

les 18, 19, 20 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

Dans quelques jours, les 18, 19 et 20 mai, la fête de Lutte Ouvrière à Presles sera l'occasion de nombreuses rencontres, de discussions, d'échanges d'idées.

Un an après l'arrivée du Parti Socialiste au gouvernement, le point est à faire. Comment riposter au patronat et à ce gouvernement qui, comme le précédent, veut faire payer la crise aux travailleurs ? Comment lutter pour en finir avec cette société capitaliste ? Tous ces thèmes et beaucoup d'autres seront abordés lors des débats ou des interventions de Nathalie Arthaud. Et la présence de groupes politiques de nombreux pays témoignera du fait que le mot d'ordre « prolétaires de tous pays, unissez-vous » n'est pas pour nous un vain mot.

Les livres, les sciences et les arts seront largement présents, eux aussi, dans les espaces qui leur sont consacrés. Et puis bien sûr, dans toute la fête, il fera bon se retrouver dans une ambiance fraternelle, autour d'un repas ou en écoutant un spectacle. Les enfants ne seront pas oubliés. Ils peuvent participer gratuitement à des dizaines de jeux et n'ont pas l'habitude de s'en priver.

Alors, réservez votre week-end si ce n'est déjà fait et « à bientôt à la fête ».



Au Grand Podium

| SAMEDI | DIMANCHE | LUNDI |
|---|--|---|
| 15 h 00 GADJE TAVARITCH jazz et musique tzigane revisitée | 14 h 00 AGNÈS BIHL chansons d'humour et de révolte | 13 h 30 COMPAGNIE JOLIE MÔME spectacle de chansons « Paroles de mutins » |
| 17 h 30 LA RUSTINE rock festif | 16 h 00 ANNE SYLVESTRE récital de chansons « Juste une femme » N. MIRAVETTE au piano | 16 h 30 LE BAL DES MARTINE concert à danser |
| 20 h 30 VOLO chanson française (nouvel album « Sans rire ») | 18 h 15 BAZAR ET BÉMOLS chansons françaises swing 21 h 00 R.I.C. reggae, hip-hop | |

Au Théâtre de verdure

| | | |
|---|--|---|
| 14 h 30 PERVIN , folklore turc et kurde | 11 h 30 OPERA-BOUFFE <i>Mozart est là</i> par la Cie Les Moyens du Bord | 11 h 30 BLUES NON STOP , blues |
| 16 h 45 LA RABIA , rock engagé | 13 h 15 LA MORDUE , chansons françaises qui parlent des femmes | 13 h 30 ACORDEAKI , musiques balkaniques détournées |
| 18 h 00 BERNARD MEULIEN , conteur (textes de Deligny et Prévert) | 16 h 00 FREDERIC FROMET , chansons d'humour | 16 h 00 ENTR'ELLES , trio a cappella |
| 19 h 15 LES DEUX MOISELLES DE B. chansons d'hier et d'aujourd'hui | 18 h 00 PUTAIN D'VIE de J. Rictus par la Cie théâtrale l'Echappée | 17 h 00 OPERA-BOUFFE <i>Mozart est là</i> par la Cie Les Moyens du Bord |
| 21 h 15 PONELE COLOR , musiques et chansons du folklore latino-américain | 19 h 45 CLEMENCE SAVELLI , chansons de rage et d'ironie 21 h 45 THE MOONLIGHT SWAMPERS , reprises country et rock | |

Anne Sylvestre



À la guinguette

| | | |
|--|---|---|
| 12 h 30 Blues Non Stop | 9 h 30 Musique classique (Bach, Corelli, Mozart) | 9 h 30 Musique classique (Bach, Corelli, Mozart) |
| 13 h 30 Le Cirque Ühler | 13 h Pervin (chansons turques et kurdes) | 11 h Églantine (chorale chants de lutte) |
| 16 h Les Moyens du Bord (mélodie poésie classique) | 14 h Bernard Meulien (conteur) | 12 h Flying Goose Band (standards du jazz) |
| 18 h 15 Jour de Veine (reprise chansons françaises) | 17 h 30 BSH BOP (trio rock'n roll) | 13 h 30 Les Snobs (chansons de Boris Vian) |
| 19 h Jean-Claude Gombault (bal musette) | 18 h 30 Démonstration de Salsa | 16 h Rouge Java (chansons réalistes) |
| 20 h 30 Gumbo Combo (rockabilly) | 20 h J.-C. Gombault (bal musette) | 17 h Skarah'B (Roskafieta) |
| | | 18 h J.-C. Gombault (bal musette) |

Au détour des allées

La fanfare de Jolie Môme • Pervin (musique turque et kurde) • Les Snobs chantent Boris Vian • Chansons de Prévert et Kosma • Le Cirque Ühler • La Chorale Églantine (chants de lutte) • Blues non stop (blues) • Moonlight Swampers (country-rock) • Bonnets M (disco et variétés) • Gumbo Combo (rockabilly) • Katchke Goose (klezmer) • Flying Goose Band (standards du jazz) • That's All Folks (chansons américaines) • La chorale Ça dénote (chansons françaises) • Musique classique (violon-piano)...

Une nouvelle brochure de Lutte Ouvrière
La lutte des travailleurs de PSA contre la fermeture d'Aulnay



La Fête ouvrira le samedi 18 mai, à partir de 11 h jusqu'au soir à 23 h, puis elle sera ouverte sans arrêt du dimanche matin 9 h jusqu'au lundi soir 20 h.

Cartes d'entrée et bons d'achat

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont disponibles au tarif réduit de 15 euros pour les trois jours si elles sont achetées avant la fête. Sur place, elles seront vendues 20 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Les bons d'achat, d'une valeur de 5 euros à la fête, mais vendus 4 euros, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière BP 233-75865 Paris Cedex 18.

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière. Merci d'indiquer l'adresse d'expédition et si possible un téléphone. Envoi franco.

Pour venir à la Fête

Pour tous ceux qui viennent des régions, de nombreux départs collectifs sont prévus. On peut se renseigner auprès de nos camarades locaux, ou sur Internet, sur les sites régionaux de Lutte Ouvrière.

Pour tous ceux venant de la région parisienne, le plus commode sera de prendre les navettes gratuites qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13, jusqu'à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que celle-ci.

La Fête est également accessible par le train depuis Paris-Gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête. Le pass Navigo (mensuel ou intégral) étant désormais dézoné le week-end, il pourra être utilisé pour venir à la fête.

Si vous venez en voiture, attention : la ville de Presles est petite et le stationnement y est très difficile.

La fête sur Internet
fete.lutte-ouvriere.org

Tous les stands de la Fête

Place de l'Églantine

- 1 Cartes postales et badges (EdF-GdF Suez)
- 2 Sous les pavés, les pages (livres d'occasion)
- 3 Ballons de la Fête
- 4 Mini-golf
- 5 Bowling

Allée de la Diane

- 6 Barbouille (CEA)
- 7 Tir à l'arc (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- 8 Halle aux jeux
- 21 The Spark (USA)
- 22 Old West Diner
- 23 Tepee et minéraux
- 23 b Broadway Music Hall

Place du Grand Podium

- 9 Les mots fléchés (La Poste Paris 17)
- 10 Le serpent à lumière
- 11 Accueil Nord
- 12 Chorba, thé, gâteaux (PCA Aulnay - Saint-Ouen)
- 13 Aux moules frites
- 14 Disques
- 15 Starwarbalètes
- 16 La mare aux canards
- 17 Marionnettes
- 18 Le manège enfantin
- 19 Expo dessins : l'actualité vue par les dessinateurs de presse

Nos amis les chiens

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête



- 20 Expo photos : Exodes de Sebastiao Salgado
- 24 A vos pincesaux
- 25 Quiches et tartes lorraines (Metz-Renault Sovab)
- 26 Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne-UCI)
- 27 Accueil Est
- 28 Accueil Bourgogne
- 29 La fondue
- 30 Halle aux jeux du cèdre
- 31 Aux mollets d'acier
- 32 Barbe à papa
- 33 Jus de fruits - milk-shake
- 34 Escargots
- 35 Crêpes canadiennes (Compiègne)

- 36 Bonbons (Angers)
- 37 Harengs de la Baltique (Angers)
- 38 Mettez-vous au parfum
- 39 Fraternité à la menthe
- 40 Flammekueche (General Motors Strasbourg)

Place Karl Marx

- 41 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Alsace Lorraine)
- 41 b Dédicaces
- 42 La terrine normande (CHU de Rouen)
- 43 La Dolina (Solyistic Gentilly)
- 44 Seiche and'ouillette (Sneema Gennevilliers)
- 45 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 46 Lutte Ouvrière Renault
- 47 Accueil Le Mans, Chartres
- 48 Lutte Ouvrière hôpitaux

Esplanade du château

- 49 Maffé
- 50 UATCI (Afrique-UCI)
- 51 Sinif Mucadelesi (Turquie-UCI)
- 52 Café turc
- 53 P'tit déjeuner du port
- 54 Pizza, aioli
- 55 Sardines grillées
- 56 Soupe aux choux
- 57 Accueil Sud-Est
- 58 L'Internationale (Italie-UCI)
- 59 OTR (Haïti-UCI)
- 60 Marmite haïtienne
- 61 Combat Ouvrier (Antilles-UCI)
- 62 Menus d'Isles
- 63 Mur d'escalade
- 64 Le cageot fol
- 65 L'arbre aux singes
- 66 Indoustand (RATP)
- 67 Ile de la Réunion
- 68 Y'a les boules (Ardennes)
- 69 Le château gonflable
- 70 La Guinguette
- 71 Café gourmand de la Guinguette (CAF Paris)
- 72 Préhistoire
- 73 Le bas fourneau
- 74 Echecs et Marx!
- 75 Couscous
- 76 Tir à la patate (Banque de France Paris)
- 77 Annoncez la couleur (RATP)
- 78 Orienthé-vous (Alcatel Lucent)
- 78 b Trampoline
- 79 La coupe est pleine
- 80 Salades (Sneema Corbeil)
- 81 Accueil Champagne - Ardenne

- 51 Sinif Mucadelesi (Turquie-UCI)
- 52 Café turc
- 53 P'tit déjeuner du port
- 54 Pizza, aioli
- 55 Sardines grillées
- 56 Soupe aux choux
- 57 Accueil Sud-Est
- 58 L'Internationale (Italie-UCI)
- 59 OTR (Haïti-UCI)
- 60 Marmite haïtienne
- 61 Combat Ouvrier (Antilles-UCI)
- 62 Menus d'Isles

Place de la Guinguette

- 63 Mur d'escalade
- 64 Le cageot fol
- 65 L'arbre aux singes
- 66 Indoustand (RATP)
- 67 Ile de la Réunion
- 68 Y'a les boules (Ardennes)
- 69 Le château gonflable
- 70 La Guinguette
- 71 Café gourmand de la Guinguette (CAF Paris)
- 72 Préhistoire
- 73 Le bas fourneau
- 74 Echecs et Marx!
- 75 Couscous
- 76 Tir à la patate (Banque de France Paris)
- 77 Annoncez la couleur (RATP)
- 78 Orienthé-vous (Alcatel Lucent)
- 78 b Trampoline
- 79 La coupe est pleine
- 80 Salades (Sneema Corbeil)
- 81 Accueil Champagne - Ardenne

Place Karl Marx

- 82 Accueil Centre
- 83 Fléchettes
- 84 Jambon du Morvan
- 85 Brico'LO (Orléans)
- 86 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 87 Accueil Tours - Angers - Poitiers - Cholet
- 88 Dolce Vita
- 89 Au partage des pro-fruits
- 90 Café pâtisserie « Le grain de folie » (Hôpitaux - Chèques Postaux - SNCF Limoges)
- 91 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 92 Salades gourmandes
- 93 Gaufres de Picardie
- 94 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique STX Saint-Nazaire)
- 95 Accueil Bretagne - Normandie
- 96 Tea break
- 97 Workers' Fight (Grande-Bretagne-UCI)
- 98 Brochettes grecques (Air France)
- 99 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 100 Puce Rouge
- 101 Expresso café (Sanofi)
- 102 Charlottes (La Poste Paris)
- 103 Brick à l'oeuf

Une exposition de Sebastiao Salgado

Exodes

40 affiches à partir de photos des années 2000

Allée de la Libération des femmes

- 82 Accueil Centre
- 83 Fléchettes
- 84 Jambon du Morvan
- 85 Brico'LO (Orléans)
- 86 Le monde à la carte (Aulnay-sous-Bois)
- 87 Accueil Tours - Angers - Poitiers - Cholet
- 88 Dolce Vita
- 89 Au partage des pro-fruits
- 90 Café pâtisserie « Le grain de folie » (Hôpitaux - Chèques Postaux - SNCF Limoges)
- 91 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 92 Salades gourmandes
- 93 Gaufres de Picardie
- 94 Tir à plomb (Chantiers de l'Atlantique STX Saint-Nazaire)
- 95 Accueil Bretagne - Normandie
- 96 Tea break
- 97 Workers' Fight (Grande-Bretagne-UCI)
- 98 Brochettes grecques (Air France)
- 99 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 100 Puce Rouge
- 101 Expresso café (Sanofi)
- 102 Charlottes (La Poste Paris)
- 103 Brick à l'oeuf

Place Karl Marx

- 104 Bowling (La Poste Paris 14)
- 105 Le temps des fraises (Services financiers de La Poste Paris Ile-de-France)
- 106 Karaoaké
- 107 Billard (La Poste Paris)
- 108 Confit social
- 109 Palet des jeux
- 110 Accueil Angoulême - Bordeaux - Perpignan - Toulouse
- 111 Cafétéria du chapiteau scientifique
- 112 Mouvement Communiste
- 113 Tendence Bolchevique Internationale (Grande-Bretagne)
- 114 RESF (Réseau Education sans frontières)

Pour les enfants, tout est prévu

Les bébés au-dessus de trois mois peuvent être accueillis à la garderie, où ils seront confiés à des camarades attentifs. Une installation à langer, en libre-service, est à la disposition des parents.

Les plus grands peuvent aller s'amuser à la Cité des Jeunes autour de nombreuses activités : maquillage, jeux, dessins animés, etc. Ils n'en voudront plus sortir !

Partout dans la Fête, les enfants trouveront jeux gratuits et animations. Une « carte orange » gratuite permet de n'en rater aucun, demandez-la aux stands Renseignements de la fête.

Dimanche à 14 h 30 : lâcher de ballons à côté du Manège

Cité politique

- 115 Alternative Libertaire
- 116 CNT
- 117 Combat (ARS)
- 118 NPA (Nouveau Parti anti-capitaliste)
- 119 Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 120 Socialist Fight (Grande-Bretagne)

Place du 7e Art

- 121 OKDE (Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce)
- 122 Fraction L'Étincelle
- 123 CERMTRI
- 124 Gauche Communiste
- 125 Pathfinder
- 126 Front Populaire de Tunisie
- 127 Coordination 93 de lutte pour les Sans-Papiers
- 128 Courant Communiste Révolutionnaire - NPA

Le Village médiéval

Ses artisans, ses danseurs et jongleurs, ses spécialités culinaires d'antan, le concert des derniers Trouvères samedi à 21 h 30, la pièce de théâtre *Meurtre au château...* et un grand bal folk le dimanche soir.

Venez le mettre en échec

Avec le maître international Jean-Philippe Karr, partie d'échecs simultanée contre 25 joueurs, dimanche à 16 heures, stand Échec et Marx (place de la Guinguette)

Flashmob

Danse défoule
Dimanche 15h40
allée de la Libération des femmes

Les librairies

La grande Librairie du château : plus de 1 500 titres différents, livres de poche, documents, témoignages, histoire du mouvement ouvrier, romans.

- La Cité du Roman : des romans, récents ou classiques, par thème ou par pays.
- La librairie de la Cité des sciences :
- La librairie de la Cité politique : toutes les publications de LO
- Les livres d'occasion : « Sous les pavés, les pages »
- Les librairies des stands de nos camarades des Antilles, d'Afrique, d'Haïti et d'ailleurs...

Exposition



L'ACTUALITÉ VUE PAR LES DESSINATEURS DE PRESSE

Fête de Lutte Ouvrière 2013

ENTRÉE DE LA FÊTE

Guichets

Vente de cartes

Entrée handicapés

L'Arboretum

Un sentier botanique, parmi 110 espèces d'arbres différentes permet quatre promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes.

- * L'arbre, quel être étonnant !
- * Les différentes façons de reconnaître un arbre
- * L'arbre et les poètes

Cette année une nouvelle visite :

- * Les arbres voyageurs

- 157 Accueil Rhône-Alpes (Hôpital Croix Rousse Lyon)
- 158 Glaces et profiteroles
- 159 Crêperie (Sanofi Vitry-sur-Seine)
- Village médiéval**
- 160 Buvette frites
- 161 Forge
- 162 Forge médiévale
- 163 Rôtisserie de Sire Renault (Renault)
- 164 Taverne de maître Taillevent - Petit salé aux lentilles
- 165 Galette saucisse
- 166 Boissons médiévales
- 167 Vannerie
- 168 Travail du bois
- 169 Calligraphie
- 170 Four à pain

les 18, 19, 20 mai à Presles (Val-d'Oise)

Les débats

Au Chapiteau Karl Marx

samedi

14h - **Jacques Le Gall** : *La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France*

15h - **Judith Magre, comédienne** : lecture de l'autobiographie de Maman Jones.

16h - **Alain Bobbio**, secrétaire de l'ANDEVA : les industriels de l'amiante au-dessus des lois ?

19h - **Jean-Pierre Deschamps**, médecin : les inégalités sociales de santé

20h - **Françoise Millot** :

Les philosophes des Lumières

dimanche

14h - **Jean-Jacques Marie**, historien : « *Staline 1878 - 1953 : mensonges et mirages* »

16h - **Philippe Pignarre** :

l'industrie pharmaceutique

17h - **Nicolas Offenstadt** :

l'histoire du peuple au Moyen-âge

18h - **Lam Lê**, réalisateur du film

Cong Binh : la vie des Vietnamiens

recrutés de force en France pendant la Seconde Guerre mondiale.

19h - **Jean-Luc Einaudi** :

« *Vietnam ! La guerre d'Indochine, 1945 - 1954* »

20h - *L'Histoire de la social-démocratie allemande de 1863 à 1891* de Franz Mehring

21h - **Marcel Dorigny** : les premières colonisations

22h - *De janvier à avril 2013, la grève à PSA Aulnay* : extraits d'un futur film de Françoise Davisse

lundi

12h - **Marie-Laure Dufresne-**

Castets, avocate, et **Pascal Moussy**, juriste : la nouvelle loi de régression sociale.

13h - **Maurice Rajsfus**, « *Drancy : un camp de concentration très ordinaire 1941 - 1944* »

14h - **Jacques Vassal**, traducteur du livre de Woody Guthrie *En route pour la gloire*

Forums de Lutte Ouvrière

samedi à 17 h Seize semaines de grève à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois

dimanche à 12 h Automobile : les travailleurs confrontés à l'offensive patronale

À la Cité du roman

samedi

15h - **Maria Malagardis** : *Sur la piste des tueurs rwandais*

16h - **Mathieu Léonard** :

Une histoire de la Première Internationale

19h - **Anne Steiner** :

Manifestations dans Paris à la Belle époque

dimanche

14h - **Jean-Pierre Barlier** : *L'échec de l'expédition à Saint-Domingue et la naissance d'Haïti*

18h - **Farida Megdoud** :

La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle

Au Chapiteau Friedrich Engels

documentaires et débats

Samedi

11h - *Nucléaire, la bombe humaine* suivi d'un débat

13h - *Poussière mortelle, le procès de l'amiante*

14h 30 - Présentation, puis projection : *Ce qu'ils savaient, les alliés face à la Shoah*

17h - Présentation puis projection *L'Été froid de 1953*

19h - *La Françafrique* suivi d'un débat

dimanche

10h 30 - *Les Suffragettes : ni paillasons, ni prostituées* avec Myriam Boussahba-Bravard

12h 15 - *Les Nouveaux Chiens de garde* - débat avec Renaud Lambert, co-scénariste

16h - *Les Pirogues des Hautes-Terres* - débat avec le réalisateur Olivier

Langlois

18h 30 - *La Saga des Conti, au cœur d'une révolte ouvrière* - débat avec le réalisateur Jérôme Palteau et des

grévistes de Continental

21h - *Zambie, à qui profite le cuivre ?*

lundi

11h - Projection du film photographique *Profession Domestique* avec Julien Brygo, photographe

12h - Débat avec Emad Burnat, réalisateur (après la projection de son film *5 caméras brisées*).

13h - *Goodyear : la mort en bout de chaîne* - débat avec le réalisateur Mourad Laffite

16h - *La Bataille du Chili*

18h 30 - *Nucléaire, la bombe humaine*

À la Cité politique

des forums en permanence avec des militants de l'UCI et d'autres groupes politiques

dimanche 13h - Zanon sous contrôle ouvrier, un exemple de lutte contre les fermetures d'usine en Argentine, avec Raul Godoy, dirigeant de cette lutte

dimanche à 17 h - débat Lutte Ouvrière-NPA

Face au gouvernement et à la montée de l'extrême droite quelle politique pour les révolutionnaires

À la Cité des Sciences Les débats

samedi 18 mai

14h - **Roland Lehoucq** (astrophysicien, CEA) : *D'où viennent les atomes qui nous constituent ?*

15h - **Pr Patrick Berche** (doyen de la Faculté de médecine Paris-Descartes) : *Les épidémies, hier et aujourd'hui*

17h - **Roland Salesse** (neurobiologiste, INRA) : *L'odorat, un sens oublié ?*

18h30 - **Frank Ramus** (chercheur CNRS) : *Les troubles de l'apprentissage chez l'enfant.*

20h - **Vincent Bretagnolle** (éthologiste CNRS) : *Pourquoi les oiseaux chantent-ils ?*

dimanche 19 mai

12h - **Laurent Chevalier** (physicien, CEA) : *La récente découverte du boson de Higgs.*

13h30 - **Jacques Grill** (cancérologue, Gustave Roussy) : *Où en est-on dans la compréhension et la lutte contre le cancer ?*

16h - **Christophe Habas** (neuroradiologue, Quinze-Vingts) : *L'imagerie cérébrale, une plongée au cœur du système nerveux.*

17h30 - **Pierre-Henri Gouyon** (généticien, MNHN) : *La génétique, le sexe et l'évolution*

19h30 - **Marc Peschanski** (biologiste, INSERM) : *La connaissance du cerveau*

lundi 20 mai

12h - **Alain Riazuelo** (astrophysicien, CNRS) : *L'histoire de l'Univers*

13h30 - **François Moutou** (vétérinaire et épidémiologiste, AFSSA) : *Notre tribu les Mammifères !*

16h - **Ronan Allain** (paléontologue, MNHN) : *Tout sur les dinosaures*

La roulotte de la science

Animations scientifiques itinérantes

Les mini-conférences

Pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, une trentaine d'exposés d'une heure, avec projections et démonstrations, par des conférenciers passionnés... et passionnants.

Carrousel de la Connaissance

Sous le chapiteau tournant,

un spectacle audiovisuel de 45 minutes :

Les migrations qui ont fait l'humanité : nous sommes tous des enfants de migrants

Aux temps de la Préhistoire

Des ateliers : allumer le feu - tailler le silex - chasser le renne - faire parler les os

Des conférences : Samedi 17h - **Pascal Depaepe** : *Neandertal et nous* - Dimanche 16h - **Pascal Picq** : *Modifications biologiques et innovations techniques, les grandes étapes de l'évolution de l'Homme* - Lundi 16h **Antoine Balzeau** : *L'évolution du cerveau des Hommes préhistoriques*

Des reconstitutions : un bas-fourneau en fonctionnement - un habitat préhistorique et son site de fouilles

La Cité des Arts

Réaliser un petit film à partir de quelques pas de danse. Désosser un piano ou un violon pour voir comment ça marche. La musique contemporaine. Quel rapport entre l'opéra et les séries-télé. Créer une tête d'homme avec de la terre en 5 minutes. Comment faire une sculpture en bronze. Pourquoi Picasso triturait-il les corps humains. Comment jouer la comédie si on nous interdit de parler. Réaliser sa propre affiche à partir de pochoirs.

Autant de sujets abordés à la nouvelle Cité des arts pour comprendre des démarches artistiques multiples. Animations, ateliers de réalisation et discussions vous attendent. A vos pinces ! à vos palettes !

Cinéma

Les films et documentaires

Cinq caméras brisées d'Emat Burnat - *Barbara* de Christian Petzold - *Royal Affair* de Nicolaj Arcel - *Le Capital* de Costa Gavras - *Les Femmes du bus 678* de Mohamed Diab - *La Parade* de Srdjan Dragojevic - *La Part des anges* de Ken Loach - *La Petite Venise* d'Andrea Segre - *La Pirogue* de Moussa Touré - *Margin Call* de J.C. Chandor - *Camille redouble* de Noemie Lvovsky - *Cong Binh* de Lam Le - *Les Suffragettes, ni paillasons, ni prostituées* de Michèle Dominici - *Goodyear, la mort en bout de chaîne* de Mourad Laffite - *La Saga des Conti* de Jérôme Palteau - *L'été froid de 1953* d'Alexandre Prochkin - *Les Pirogues des hautes terres* d'Olivier Langlois - *Nucléaire, la bombe humaine* d'Elsa Fayner - *Poussière mortelle*, le grand procès de l'amiante de Nicola Bruna et Andrea Pranstaller - *La Françafrique* de Patrick Benquet - *Ce qu'ils savaient : les alliés face à la Shoah* de Virginie Linhart - *Zambie : à qui profite le cuivre* d'Alice Odier et Audrey Gallet - *Profession domestique* de Julien Brygo

Pendant la nuit du dimanche au lundi

cinéma en plein air

Spartacus

de Stanley Kubrick

Le parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur, avec échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets... Parcours sous la surveillance de moniteurs diplômés. Conditions : 13 ans minimum, 1,50 m bras levés, autorisation parentale obligatoire
Prix : 4 euros.

Feu d'artifice devant le château dimanche à la nuit tombée

• PSA – Aulnay-sous-Bois

À la dix-septième semaine de grève Une détermination intacte

Mardi 7 mai, plus d'une centaine de travailleurs en grève sont allés manifester dans les locaux de la Direction générale de l'emploi pour protester contre l'attitude de blocage de PSA qui avait refusé de mettre par écrit le résultat des négociations concernant les revendications des grévistes.

Comme à leur habitude, les travailleurs sont rentrés sans effraction et se sont invités dans les bureaux de la Direction générale de l'emploi, en déjouant encore une fois la surveillance policière qui s'est pourtant largement renforcée.

Cette manifestation en direction du ministère du Travail avait pour but de rappeler au gouvernement que les grévistes étaient toujours mobilisés face à l'entêtement de Peugeot, et qu'il avait sa part de responsabilité, en refusant d'exercer la moindre pression sur la direction de PSA.

La grève est entrée dans sa dix-septième semaine, et les

grévistes sont toujours très actifs. De désespoir, la direction a retiré ses « pots de fleurs », les cadres censés impressionner les grévistes... avec le succès que l'on sait, puisqu'elle est toujours incapable de sortir la moindre voiture de l'usine d'Aulnay.

Mardi 30 avril, les grévistes ont organisé leur troisième paye. La solidarité financière a fonctionné aussi bien que les deux mois précédents. Un versement de 1 000 euros a été assuré à chaque gréviste, de quoi continuer la grève et tenir tête à la direction. En effet, malgré les tentatives du gouvernement et de la direction de PSA

d'enterrer la grève, la mobilisation des grévistes est toujours très populaire, elle est devenue un exemple de la ténacité de travailleurs en lutte contre la famille Peugeot, l'une des plus grosses fortunes du pays.

À la manifestation parisienne du Premier mai, le cortège des grévistes de PSA-Aulnay a été très applaudi, tout au long du parcours. La collecte auprès des manifestants a été un succès puisqu'elle a rapporté 11 000 euros, et beaucoup ont tenu à se procurer le t-shirt ou les badges de la grève, arborant « *On se battra comme des lions* ».

Vendredi 3 mai, les grévistes ont rendu visite au préfet de Seine-Saint-Denis à la préfecture de Bobigny, et au directeur départemental du Travail. Aucun des deux n'a voulu se montrer. Pourtant le directeur départemental du Travail est le

fameux « facilitateur » nommé par le gouvernement pour régler le conflit d'Aulnay. Mais ce monsieur a fait savoir qu'il était trop occupé pour recevoir les grévistes. Qu'il n'y ait rien à attendre de lui, voilà qui n'étonne plus personne, mais les grévistes ont ainsi fait savoir au gouvernement que la grève continuait et que rien n'était réglé.

Le gouvernement le sait bien, d'ailleurs, puisque, le même jour, dix-huit cars de CRS cernaient le siège de PSA avenue de la Grande-Armée à Paris, craignant qu'une action surprise ne prenne de court, une fois de plus, la surveillance policière. Que les grévistes inspirent cette crainte au gouvernement socialiste montre une fois de plus qu'il est un adversaire des travailleurs de PSA et qu'il se place dans le camp du patron.

Lundi 6 mai, la cohésion des grévistes était intacte. La direction, comme à son habitude, a tenté de redémarrer la chaîne au Montage, qui s'est arrêtée immédiatement. Plus de cinquante intérimaires s'étaient donné le mot pour débrayer afin de réclamer le paiement des 29 et 30 avril sur la paye d'avril et non de mai, ce que refusait PSA. Pour la direction, il n'y a pas de petites économies.

Une délégation d'intérimaires a été reçue, et il ne leur a pas fallu longtemps pour obtenir par écrit le paiement légitime de ces deux jours sur la paye d'avril, et les deux heures de débrayage payés. Bref, bonne ambiance pour un début de semaine !

Par ailleurs, tant que la direction, dans le cadre d'un protocole écrit, ne réintègre pas les quatre salariés honteusement licenciés, n'annule pas toutes les poursuites pénales, ne garantit pas par écrit les mutations et les reclassements externes, la grève continue.

Correspondant LO



Une manifestation des grévistes d'Aulnay.

• PSA Finance

Quand les grands groupes industriels alimentent la spéculation...

PSA Finance, la banque du groupe PSA, vient de vendre pour 361 millions d'euros de dettes de ses clients. Dans le langage des spéculateurs, cela s'appelle une opération de « titrisation », à travers laquelle les dettes des clients de PSA qui ont emprunté pour acheter leur voiture sont transformées en titres revendus dans les circuits financiers.

Cette dernière titrisation a été montée par deux grosses banques mondiales, JP Morgan et HSBC. Elle est la dix-septième du genre menée par PSA Finance, et les financiers se sont rués sur ces titres, très rentables paraît-il. Cela permet à PSA Finance – qui vient

de bénéficier d'une garantie de l'État de 7 milliards – de récupérer de l'argent frais auprès des financiers qui ne savent que faire de leurs capitaux et qui espèrent en tirer une plus-value.

La possibilité pour les banques d'émettre des titres

à partir de leurs créances a été introduite en France par un ministre des Finances « socialiste », Pierre Bérégovoy, en décembre 1988 sous le gouvernement Rocard. C'est un marché hautement spéculatif, la crise des subprimes aux États-Unis l'a illustré en 2007.

Les groupes industriels comme PSA se plaignent souvent de la crise financière qui a provoqué un ralentissement de l'économie. Mais, par leurs opérations spéculatives, ils contribuent à l'aggraver.

D'autre part, s'ils peuvent spéculer avec les crédits sur les ventes de voitures et enrichir au passage une myriade de financiers, c'est bien que la vente de voitures leur rapporte de l'argent, quoi qu'ils en disent. Quant aux gouvernements socialistes, s'ils sont prompts à favoriser les spéculateurs et soutenir les banques, ils ne lèvent pas le petit doigt pour empêcher les suppressions d'emplois.

Étienne HOURDIN

Soutien aux grévistes d'Aulnay

Pour soutenir financièrement les grévistes d'Aulnay, on peut envoyer un chèque libellé à l'ordre de : Soutien aux salariés de l'automobile du 93, et envoyé à : Soutien aux salariés de l'automobile du 93, 19-21, rue Jacques-Duclos, 93600 Aulnay-sous-Bois. On peut aussi faire un don en ligne sur le site : www.soutien-salaries-automobile-93.org

Erratum

Sur la base d'une fausse information, nous avons écrit dans *Lutte Ouvrière* du 3 mai qu'Astrium-EADS avait annoncé en janvier la suppression de plusieurs centaines de postes aux Mureaux.

Or rien de tel n'a été annoncé. Les emplois supprimés dans cette ville et dans tout le pays sont déjà nombreux et il n'était pas nécessaire d'en rajouter. Nos excuses à nos lecteurs.

• Toyota – Onnaing (Nord)

La production augmente et l'exploitation s'intensifie

La direction de Toyota – et avec elle la presse nationale – se félicite de la fabrication à Onnaing, dans le Nord, des Yaris exportées aux USA et au Canada. Et la presse de comparer le succès de Toyota en France avec les difficultés – réelles ou feintes – de Renault et Peugeot.

D'abord, comme le dit la direction de Toyota, si elle a choisi de délocaliser en France la production de ce modèle plutôt que de la garder au Japon, c'est pour contourner le manque à gagner dû au yen trop élevé par rapport au dollar et au coût de l'énergie en forte augmentation après la catastrophe de Fukushima. Aucune justification donc aux cocoricos entendus !

Ensuite, l'augmentation de la production s'accompagne d'une diminution du nombre de travailleurs et d'une forte augmentation des cadences. L'équipe de nuit a été supprimée, mais les deux équipes de

jour voient passer une voiture toutes les 60 secondes au lieu de 90 avant. Pour la plupart des postes, c'est la même charge de travail qu'il y a deux ans, avec huit secondes de moins par voiture : près de 12 % d'augmentation des cadences !

Dans toute l'usine les investissements sont quasi nuls et les réparations ne sont faites que lorsque ça casse ou quand des ouvriers débrayent devant le danger d'effondrement de portiques qui se fissurent. Plusieurs incendies ont éclaté et alors on s'aperçoit que les moyens de lutte sont insuffisants. Des travailleurs ont des malaises, mais les chaînes s'arrêtent à peine. Lors des journées de chaleur fin avril, alors que la climatisation était mise en route dans les bureaux, il a fallu que le ton monte dans les ateliers surchauffés pour que les ventilateurs soient installés et mis en route ! Et tout est à l'avenant.

La presse présentait comme une aubaine pour les ouvriers le temps de travail supplémentaire annoncé en cours de

journée (l'overtime) et payé en heures supplémentaires ! Mais ces heures supplémentaires et les samedis travaillés qui amènent à faire des semaines de 45 heures multiplient de façon dramatique les TMS (troubles musculo-squelettiques) qui frappent la plupart des ouvriers pourtant encore jeunes : dos, genoux, coudes, canal carpien, nombreux sont ceux qui doivent subir une ou plusieurs opérations après seulement quelques années de travail. Et tout cela pour des salaires ouvriers qui tournent autour de 1 400 à 1 700 euros par mois, primes et intéressement compris.

Un chroniqueur de France Inter s'est félicité qu'en implantant son usine dans le Nord sinistré, Toyota Onnaing ait bénéficié de larges cadeaux de l'État et n'ait pas eu à gérer les « lourdeurs historiques » qui pèseraient sur les usines de Renault et PSA, autrement dit que les syndicats soient plus faiblement implantés à Toyota... Heureusement, deux grèves de plus de dix jours



Les « Toyota » qu'on préfère.

chacune, en 2009 et 2011, ont montré que les ouvriers de Toyota ne comptaient pas se laisser exploiter sans réagir.

De quoi accumuler une expérience afin d'être plus forts la prochaine fois.

Correspondant LO

« Crise de l'automobile » ? Pas pour les profits !

Le constructeur automobile japonais Toyota aurait retrouvé, sur le dernier exercice fiscal, un niveau de profitabilité comparable à ceux qu'il connaissait avant la crise financière mondiale. Le groupe devrait ainsi annoncer qu'il a enregistré un profit

opérationnel de 1 300 milliards de yens (10 milliards d'euros) sur la période allant d'avril 2012 à mars 2013, ce qui représente un bond de 270 % par rapport à l'exercice précédent.

La crise ? Quelle crise ?

• Chantier Les terrasses du port – Marseille

Les patrons se moquent de la sécurité !



Le prestigieux chantier dit Les terrasses du port, produit à Marseille par le groupe Hammerson, et dont le groupe Vinci est le maître d'œuvre, doit avancer. Cet ensemble donnant sur la place de la Joliette, au bord des quais, tiendrait du centre commercial avec restaurant de luxe, et de la gare maritime pour les croisières. La publicité promet de représenter la « plus belle distraction shopping ». Mais à quel prix pour les ouvriers du bâtiment ?

Un ouvrier de 54 ans, qui travaillait pour une entreprise sous-traitante de Vinci, a vu l'échafaudage sur lequel il se tenait se replier sur lui. Il a chuté de près de dix mètres, et s'est cogné dans une trémie. Hospitalisé avec plusieurs fractures, il a été transporté

à l'hôpital dans le coma. Actuellement, il se remet de ses blessures dans un centre spécialisé.

Après cet accident, l'entreprise s'est occupée à sa façon de la sécurité. Tous les ouvriers ont été mobilisés pour vérifier les échafaudages et surtout

pour ajouter un logo avec le nom de ceux qui avaient monté l'échafaudage. Ainsi, en cas de problèmes, le responsable sera tout trouvé. Quant à l'accident qui s'est produit, la page est tournée. Le chef de chantier, l'équipe de direction qui ont fermé les yeux sur un montage défectueux ne seront pas inquiétés.

Pour aller encore plus vite ou par manque de matériel, les responsables du chantier regardent parfois ailleurs lorsque certains supports, comme les transversales, manquent.

Toujours sur ce chantier, un ouvrier intérimaire a été électrocuté pendant le coulage du béton. Sa vie n'est pas en danger mais il n'en reste pas moins qu'il a été lourdement choqué. Un autre ouvrier a reçu un étai très lourd sur la tête. Le casque l'a protégé mais il a été sonné.

Les accidents ne sont pas toujours déclarés. C'est le conducteur de travaux qui fait accompagner le blessé à l'hôpital ou à son domicile, et là on lui demande de rester chez lui tranquillement, en lui précisant qu'il sera payé mais que ce n'est pas la peine de perdre son temps à remplir des papiers

pour déclarer ce qui s'est passé.

Tous ces accidents ne sont pas dus à la fatalité, au contraire. Pour livrer le chantier dans les temps, en 2014, il faut aller vite, travailler dans les pires conditions, laisser

tomber les mesures de protection élémentaires qui prennent du temps et donc de l'argent. Les patrons sont à la recherche du gain et la sécurité des ouvriers n'est pas leur souci.

Correspondant LO

Pôle emploi réinvente l'antique livret ouvrier

En mars 2012, une mère de famille, rentrant de congé maternité, apprenait que le garage de Bellerive-sur-Allier, près de Vichy, où elle travaillait, avait un nouveau gérant, que l'ancien patron avait été condamné pour escroquerie, que l'ancienne entreprise avait été mise en liquidation judiciaire, et que tout le personnel avait été licencié. Mais elle n'en avait pas été avertie.

Sans salaire, sans indemnité et sans être officiellement au chômage depuis mars 2012, elle a obtenu des Prud'hommes en janvier 2013 un jugement attestant la liquidation judiciaire et une condamnation de son ancien patron. Seulement, il n'a

toujours rien versé et elle ne peut ni toucher d'indemnités de chômage, ni accéder à une formation. Car Pôle emploi ne veut rien savoir du jugement des Prud'hommes : il exige une attestation de son ancien employeur indiquant qu'elle n'est plus employée !

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, un ouvrier devait être muni d'un livret visé par ses patrons successifs, sans lequel il ne pouvait trouver de travail. Deux siècles plus tard, Pôle emploi le remet au goût du jour, en accordant plus de valeur à une attestation d'un patron condamné pour escroquerie qu'à un jugement des Prud'hommes !

Correspondant LO

• STX-chantiers de l'Atlantique – Saint-Nazaire

D'un patron à l'autre, la même exploitation

Vendredi 3 mai, la presse locale et nationale titrait sur « l'intention de STX de vendre ses chantiers navals de Saint-Nazaire ». Dix jours plus tôt, des communiqués alarmants faisant état d'un déficit de 8,5 milliards d'euros de la branche construction navale de STX avaient été rapidement suivis de commentaires affirmant la confiance maintenue des grandes banques internationales et du « marché » dans ce grand groupe capitaliste sud-coréen.



Sur place, dans les ateliers, les bords et les bureaux des chantiers navals de Saint-Nazaire (ex-Chantiers de l'Atlantique) ce chaud et ce froid ont plutôt fait « ni chaud ni froid ».

Car depuis sept ans, les fiches de paie ont déjà changé quatre fois d'en-tête : Alstom (France), Aker (Norvège), Aker-Yards (Finlande), puis STX (Corée). Ces ventes et rachats successifs se sont à chaque fois effectués dans et sur le dos des travailleurs... y compris pour le flocage des bleus !

Aujourd'hui, ceux-ci constatent que pendant toute cette période, le Comité de direction des Chantiers de

Saint-Nazaire est resté globalement composé de la même équipe de directeurs. D'Alstom à STX, ils ont mené exactement la même politique antiouvrière au service de ces actionnaires successifs. Cela inclut la réduction des effectifs en fixe (5 000 en 2003... 2 000 aujourd'hui !), l'explosion de la précarité et de la flexibilité des travailleurs sous-traitants, l'intensification de l'exploitation et la dégradation des conditions de travail de tous. Sans oublier les attaques sur les salaires, notamment sur ceux des travailleurs déplacés temporairement d'Inde ou de l'est et du sud de l'Europe (parfois tout simplement non payés !). Enfin le « Plan de

compétitivité » actuellement en cours ne sera certainement pas perturbé par un changement de propriétaire.

Alors, malgré l'opacité et le mensonge institutionnalisés sur les comptes de l'entreprise, on peut imaginer les profits accumulés, alors que la direction locale s'obstine à vouloir faire croire que le chantier naval de Saint-Nazaire travaille à perte depuis plus de vingt-cinq ans !

Pour répondre aux inquiétudes soulevées par cette mise en vente, les différentes variétés de la gauche politique et syndicale ont mis en avant leurs solutions : comme la nationalisation plus ou moins totale, la recherche d'un « bon » repreneur, ou

la « bonne politique industrielle ». Mais comment le retour envisagé (ou fantasmé ?!) d'Alstom ou la nationalisation des Chantiers pourraient apporter la moindre garantie sur l'emploi, les salaires ou face aux menaces que représente le plan de compétitivité, alors que, quel que soit le principal actionnaire de l'entreprise, les mêmes sont à l'attaque ?

Malgré de trop nombreux reculs imposés jusque-là par les patrons successifs, les travailleurs savent que seules leurs luttes répétées ont permis jusqu'à présent d'y mettre un frein ou de les reporter... et que les luttes d'importance sont à venir !

Correspondant LO

• France Télécom

Des dirigeants cyniques et sans scrupules

Entre 2008 et 2010, 57 salariés de France Télécom se sont suicidés. Suite à la plainte des syndicats pour harcèlement moral, les trois principaux dirigeants du groupe à l'époque, l'ex-PDG Didier Lombard, son second Louis-Pierre Wenes et l'ex-directeur des ressources humaines Olivier Barberot ont été mis en examen en juillet dernier pour harcèlement moral.

Les documents saisis dans le cadre de cette enquête, et révélés par le journal *Le Parisien*, confirment aujourd'hui qu'un climat d'insécurité et de méfiance a sciemment été entretenu par la direction autour des salariés pour en faire partir le maximum, au risque de faire craquer certains. Les syndicats ont d'ailleurs demandé à ce que les motifs d'inculpation soient requalifiés en « mise en danger de la vie d'autrui ».

Le compte-rendu d'une réunion de direction tenue en octobre 2006 cite ainsi les propos de Didier Lombard où il explique à ses cadres qu'il va falloir se débarrasser de 22 000 salariés sans faire de plan social : « *Il faut qu'on sorte de la position de mère poule... Ce sera un peu plus dirigiste que par le passé... C'est notre seule chance de faire les 22 000. En 2007, je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la porte ou par la*

fenêtre. »

Lorsque France Télécom a été transformée en société anonyme en 1996, l'entreprise comptait 160 000 salariés, les deux tiers au moins étant des fonctionnaires théoriquement protégés contre les licenciements. Treize ans plus tard, elle n'en comptait plus que 100 000. Au début, cette réduction d'effectifs fut essentiellement réalisée par des plans de départs en préretraite, mais bientôt la direction passa aux pressions pour obliger certains à quitter volontairement l'entreprise. Les sites furent supprimés dans de nombreuses villes et des réorganisations permanentes lancées pour maintenir les salariés dans l'incertitude

quant à leur sort. On ne laissa aux anciens, souvent techniciens, pas d'autre choix que d'être mutés vers des centres d'appels ou des services commerciaux. Les cadres réticents à la nouvelle politique furent mis à l'écart, dans un placard.

En agissant ainsi, les dirigeants de France Télécom savaient qu'ils mettaient en danger certains travailleurs et pourrissaient la vie de tous. Ils s'en moquaient éperdument, comme tous ces patrons qui ferment des usines et licencient sans le moindre souci des conséquences humaines. Ces gens sont dangereux et il faut de toute urgence les empêcher de nuire.

Daniel MESCLA

• Armor-Lux

Les policiers envoyés se rhabiller chez Suez

Armor-Lux, société qui fabrique entre autres des marinières à rayures, dont le ministre Arnaud Montebourg arbora un modèle à la Une d'un magazine, a intenté une action devant le tribunal administratif. Elle conteste l'attribution du marché de l'habillement des 120 000 policiers à une filiale de GDF Suez, Ineo Support Global, associée au groupe Marck. Jusqu'à présent cette PME basée à Quimper détenait ce marché de 24 millions d'euros annuels et espérait bien le conserver. Mais à la direction générale de la police on a fait appel à un cabinet de consultants qui a fini par choisir le groupe Suez, lequel, mais c'est pur hasard, a été client du cabinet de consultants en question. C'est sur cette « coïncidence » que s'appuie Armor-Lux pour contester l'attribution du marché.

Depuis, de chaque côté, on s'est envoyé quelques arguments bien sentis : le député socialiste de Quimper a défendu Armor-Lux « une PME localisée, dédiée au textile » contre un géant dont « ce n'est même pas le métier de base ». La presse a rappelé que Marck s'est davantage illustré par une de ses filiales, Sofexi, fournisseur de « matériel de défense », entre autres aux régimes dictatoriaux d'Afrique, que par ses travaux de couture. Marck a répliqué que rien n'est grave puisque Armor-Lux a perdu face à « un groupement français qui défend le patriotisme économique français ».

Produire français contre produire français : Montebourg, a prêché l'entraide entre les sociétés plutôt que « d'écraser les autres », ce qui lui a valu une accusation d'ingérence dans un marché où doit triompher la « libre » concurrence. Dure loi du capitalisme que le ministre feint de vouloir infléchir !

Ce serait presque drôle, si les pots cassés n'étaient pas payés par les travailleurs dans une société où la liberté est d'abord celle des patrons de licencier au gré des marchés.

Sylvie MARÉCHAL

• **Mali**
Une sale guerre

Au fur et à mesure que les premiers contingents de soldats français reviennent du Mali, leurs témoignages démontrent que la guerre menée là-bas est loin d'être aussi « propre » que le prétend le gouvernement.

Plusieurs militaires révèlent qu'ils ont tiré sur des enfants présents dans les rangs des groupes djihadistes, en ont tué certains et blessé d'autres. Les photos prises par les soldats français et tchadiens dans un fief d'al-Qaïda au Maghreb islamique montrent ainsi que sur une vingtaine de cadavres, plus de la moitié sont de jeunes adultes ou des adolescents. Parmi les enfants soldats que les militaires français ont trouvé en face d'eux, certains avaient 12 ou 14 ans. Ils combattaient les armes à la main, ou servaient d'agents de renseignement et de ravitaillement. Les autorités françaises affirment qu'ils avaient rejoint les groupes armés intégristes en échange de quelques repas, ou qu'ils étaient drogués à la cocaïne, ou encore qu'ils avaient été enlevés, mais il est impossible d'en avoir le cœur net.

Ceux qui ont été faits prisonniers ont été remis à l'Unicef, qui les garde cachés, par crainte de représailles de la part des populations. Les déclarations de cette organisation permettent cependant de mesurer toute l'horreur de cette situation où des enfants se retrouvent en première ligne dans la guerre, comme c'est malheureusement le cas dans bien des pays d'Afrique : « Aujourd'hui ils sont tranquilles. On se rend vraiment compte que ce sont des enfants. Ils demandent à parler avec leur maman. Ils regardent beaucoup la télévision. »

Ces enfants-là, les soldats français en ont tué un certain nombre, et leur visage continuera certainement à les hanter même si l'armée leur a dépêché ses psychologues. En cela la guerre du Mali ressemble à toutes les guerres menées par les gouvernements impérialistes. En Irak, en Afghanistan, au Vietnam, le retour des troupes s'est traduit pour de nombreux soldats par le dégoût de soi, de ce qu'ils ont fait ou vu faire, et souvent par des suicides.

En menant leurs interventions militaires, les grandes puissances se moquent tout autant des hommes qu'elles y envoient que des populations locales dont elles aggravent le sort.

Daniel MESCLA

• **Russie**

13 ans de Poutine
Des dizaines de prisonniers politiques

Les 5 et 6 mai en Russie, des manifestations de protestation ont célébré à leur façon l'anniversaire du retour de Poutine au Kremlin pour un troisième mandat présidentiel, alors que depuis 2000 il se trouve, en titre ou de fait, à exercer le pouvoir suprême.

Le 6 mai 2012, à la veille de sa prise de fonction, une vingtaine de milliers de personnes avaient défilé place Bolotnaïa à Moscou, dénonçant la corruption du régime et la fraude qui avait assuré l'élection de Poutine et des députés de son parti. Matraquant à tout-va, la police avait arrêté 400 manifestants.

Depuis, le parquet en a mis en examen une trentaine – la plupart en prison, certains en fuite – pour « participation à des désordres de masse ». D'autres sont poursuivis sous divers chefs d'inculpation. Il y a déjà eu deux condamnations : à deux ans et demi et à quatre ans et demi de prison. Les inculpés non encore jugés risquent jusqu'à dix ans de camp.

Harcèlement de militants ouvriers

Cette année, le 6 mai 2013, des manifestations ont eu lieu en solidarité avec ces prisonniers politiques. « Liberté pour les détenus du 6 mai », scandaient des milliers de personnes à Moscou. « Le dossier judiciaire du 6 mai est une farce », proclamaient des militants d'extrême



gauche à Saint-Petersbourg face au croiseur Aurore, devant la forteresse Pierre-et-Paul où Trotsky fut emprisonné en 1917, ou devant les Kresty, autre prison célèbre de la ville.

Quelques jours plus tôt, des « echniki », des policiers du Comité de lutte contre l'extrémisme, sous le couvert duquel le Kremlin mène la chasse à la contestation, avaient arrêté des syndicalistes devant l'usine Volkswagen de Kalouga, non loin de Moscou. Ces militants d'extrême gauche appelaient les ouvriers à manifester pour le Premier Mai alors que, selon ces policiers, les autorités ne l'avaient pas autorisé. Toujours à Kalouga, il y a juste un an, à l'occasion d'une grève victorieuse à l'usine Benteler, les « echniki » avaient fait une descente au local du syndicat MPRA (automobile), retenu et tenté d'intimider plusieurs militants en les menaçant de

diverses manières.

De tels cas d'intimidation de militants ouvriers ne sont pas rares, bien que les médias, qui là-bas comme ici ne se préoccupent guère de ce qui se passe dans la classe ouvrière, n'en fassent pas état.

Le régime reste prudent

Si la petite bourgeoisie, qui avait donné le « la » aux manifestations de 2011-2012, s'est démobilitée, Poutine sait que les travailleurs, qui avaient alors peu manifesté, pourraient maintenant se rappeler au bon souvenir du pouvoir. Comme en 2008-2009 avec les contrecoups de la crise, et pour les mêmes raisons.

Depuis des mois, la situation économique de la Russie ne cesse de se dégrader. Poutine a parlé à ce propos fin avril de « signaux alarmants » dans une émission face au public. Il a alors dit en substance que, si

les « réformes » économiques ne vont pas aussi vite que certains le souhaiteraient, c'est qu'il avance prudemment, qu'en Russie il y a beaucoup de gens pauvres qui ne le supporteraient pas... Mais lui se préoccupe du sort des humbles, dit-il à qui veut bien le croire. La preuve ? Pour le Premier Mai, Poutine a ressorti une pratique disparue : il a décerné cinq médailles de Héros du travail, une décoration instaurée par Staline !

Lui qui vient d'affirmer sans rire à la télévision allemande : « Il est évident que nous avons définitivement opté pour la démocratie », a vanté ce 1^{er} mai un « retour à la continuité des traditions ». Entre stalinisme, tsarisme et répression actuelle de toute forme de contestation, la bureaucratie russe et son chef ont les traditions « démocratiques » qu'ils méritent.

Pierre LAFFITTE

• **États-Unis**

Les laissés-pour-compte de la guerre d'Irak

Dix ans après le début de l'invasion de l'Irak et plus d'un an après le retrait des troupes américaines, les populations continuent de payer le coût de cette guerre qui a fait plus de 1,5 million de morts du côté irakien et 4 488 morts dans l'armée américaine. C'est vrai pour l'Irak et c'est vrai aussi pour les États-Unis, qui ont à prendre en compte les vétérans blessés psychologiquement, physiquement, et le plus souvent les deux à la fois. Sur 1,5 million d'anciens combattants en Irak et en Afghanistan, un tiers présentent des problèmes de santé mentale causés par les drames dont ils ont été témoins, ou dont ils sont eux-mêmes responsables. On compte ainsi près d'un suicide de vétéran par jour.

À cela s'ajoutent plus de 30 000 blessés qui doivent

bénéficier de soins importants. D'après une étude réalisée par l'université de Harvard, le coût des soins médicaux et d'invalidité chez les vétérans est en augmentation constante. Des restrictions sont maintenant annoncées, en raison de la crise. Ainsi les pensions de retraite et d'invalidité des anciens combattants vont cesser d'évoluer

avec l'inflation. Après avoir laissé leur santé et leur jeunesse, ils vont connaître la gêne, voire la misère. Le nombre d'anciens combattants qui doivent attendre plus de quatre mois avant de recevoir la moindre indemnité a été multiplié par quatre depuis 2009. Il n'est alors pas étonnant que le taux de chômage et le nombre de

sans-abri restent plus élevés chez les vétérans que dans le reste de la population.

Pourtant, si les ex-soldats américains payent le prix fort de la guerre, les industriels du pétrole comme ceux de l'armement et les sociétés de protection en ont largement profité et continuent de le faire.

Aline URBAIN

Un témoignage de vétéran

« J'écris cette lettre au nom de nous tous – les déchets humains que votre guerre a laissés derrière, ceux qui passeront leur vie dans la douleur et les remords sans fin. (...) Comme beaucoup d'autres anciens combattants handicapés, j'ai fini par réaliser que nos blessures mentales

et physiques ne présentaient aucun intérêt pour vous et n'attiraient aucune compassion de votre part, ni peut-être aussi de celle de tous les autres politiciens. Nous avons été manipulés. Nous avons été trahis. Nous avons été abandonnés. » C'est ce qu'a écrit début avril un vétéran de 33 ans,

Tomas Young, qui a décidé de mettre fin à ses souffrances, dans une « dernière lettre » à l'attention de l'ex-président George W. Bush et du vice-président Dick Cheney.

Un laissé-pour-compte parmi beaucoup d'autres, victimes eux aussi d'une guerre dont ils ont payé le prix fort !

• Syrie-Israël

De la guerre civile à la guerre tout court ?

Pour la troisième fois en quatre mois l'aviation israélienne a opéré un raid sur la Syrie, détruisant des installations militaires du régime en place et faisant plusieurs dizaines de morts. Une nouvelle fois, le prétexte invoqué par le gouvernement israélien a été la fourniture d'armes par la Syrie au parti Hezbollah libanais et, une nouvelle fois, le président américain Obama a approuvé le bombardement.

Au même moment, alors que de nouvelles images de massacres sortent de Syrie, un fonctionnaire de l'ONU a affirmé que l'opposition syrienne aurait utilisé du gaz sarin contre des populations supposées fidèles au dictateur en place, Bachar al-Assad. L'ONU a rapidement démenti cette déclaration, qui tombait d'autant plus mal que le gouvernement américain a fait récemment savoir que les forces occidentales interviendraient pour armer les rebelles si l'utilisation de gaz de combat par le régime était avérée.

La guerre civile en cours en Syrie cause en tout cas d'innombrables souffrances à la population, prise entre la répression violente et massive du régime d'Assad et une opposition armée dont il est de plus en plus évident qu'elle ne vaut pas mieux. Quant aux dirigeants occidentaux, ils continuent à hésiter sur l'attitude à adopter.

Les États-Unis et les autres puissances impérialistes, dont la France, ne s'inquiètent que de la façon dont leurs intérêts

dans la région seront sauvegardés. Pour eux peu importe s'il faut faire surveiller champs pétrolifères, pipe-lines et routes maritimes par les pires dictatures et entourer les peuples de barbelés. Tant que son régime était stable, le dictateur Bachar al-Assad donnait satisfaction de ce point de vue, quand bien même il était un allié de l'Iran et de la Russie, et un adversaire, platonique, d'Israël.

Mais il est désormais contesté par des groupes armés, manifestement soutenus par l'Arabie saoudite et le Qatar, par ailleurs alliés fidèles de l'Occident. Malgré des massacres sans nombre, il n'arrive pas à réduire son opposition au silence. Ce facteur de stabilité est donc devenu un facteur d'instabilité. Pour compliquer encore la situation, les groupes armés, loin d'être unis, sont totalement incontrôlables. Ils ne présentent aucune garantie de stabilité pour l'avenir. Enfin, Israël, gardien des intérêts impérialistes dans la région, joue également son propre jeu et se moque bien du sort de la population syrienne, pourvu



Près de Damas après le bombardement israélien.

que ses adversaires, le Hezbollah et l'Iran, derniers alliés de Bachar, soient affaiblis.

Le raid de l'aviation israélienne peut ainsi se comprendre comme un avertissement, voire un test grandeur nature préparé avec l'armée américaine et adressé, au-delà de Bachar al-Assad, à l'Iran et au Hezbollah.

Les peuples de la région semblent ainsi condamnés à subir la botte de l'impérialisme, directement ou par l'intermédiaire des dictatures laïques ou religieuses se combattant entre elles, dans un Moyen-Orient de plus en plus divisé en zones d'influence.

Le meilleur et malheureusement pour l'instant le seul service que peuvent leur rendre les travailleurs d'ici, est de condamner les manœuvres diplomatiques des gouvernements occidentaux et, surtout,

de s'opposer à toute nouvelle intervention militaire, camouflée ou non sous le drapeau de l'ONU. Car ce ne sont pas les incendiaires qui combattront

les flammes, comme le démontre amplement la situation en Irak, en Afghanistan ou au Mali.

Paul GALOIS

Au sommaire de Lutte de Classe n°151 (avril 2013)

• **Face à la violence de la grande bourgeoisie dans le capitalisme en crise, face à la corruption de sa « république irréprochable », il faut un parti représentant les intérêts politiques des exploités.**

• **La jungle de l'industrie agroalimentaire**

• **Guadeloupe**

Les « Forces patriotiques » et les intérêts des travailleurs

• **Italie**

Le tsunami Beppe Grillo ne fait pas peur à la bourgeoisie

• **Espagne**

Une société prise au piège de la course au profit

• **Inde**

Une « économie émergente » dans la crise capitaliste

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,63 euro

• Réduction des déficits

Faux désaccords avec la Commission européenne

La Commission européenne vient d'annoncer qu'elle allait accorder un délai à la France pour qu'elle réduise son déficit à moins de 3 % du PIB : initialement prévue en 2013, cette échéance serait reportée en 2015. Cela limiterait les coupes dans les dépenses de l'État. Mais, en échange, la Commission demande la poursuite de ce qu'elle appelle les « réformes structurelles » : encore plus de flexibilité sur le marché du travail et un nouveau report de l'âge de la retraite.

Le gouvernement a présenté cette annonce comme une victoire contre les partisans de l'austérité la plus forte au sein de l'Union européenne. Mais il s'est empressé d'ajouter que le « sérieux budgétaire » devait se poursuivre. « Sérieux budgétaire » ou austérité : deux expressions qui, au fond, ont le même sens. Il s'agit de réduire les dépenses de l'État, en s'attaquant à la situation de la population par le biais de la diminution des services publics et de réformes

favorables au patronat. Les discussions actuelles portent sur l'ampleur et le rythme de ces attaques, mais pas sur leur existence. Tous sont d'accord, par exemple, sur la « libéralisation du marché du travail », c'est-à-dire la suppression des quelques protections dont bénéficient encore les salariés face à leurs patrons, ou encore sur la baisse des effectifs dans la fonction publique. Simplement, pour certains, une austérité trop brutale empêche la sortie de la crise et il faudrait étaler sa mise

en œuvre ; pour d'autres, la réduction des déficits publics doit rester la priorité absolue. Et pour tout ce beau monde, il n'est pas question de transférer le poids de la crise sur les classes riches.

Derrière ces négociations, le gouvernement socialiste cherche à se donner le beau rôle. En clamant qu'il a gagné deux ans de répit sur le plan budgétaire, il omet de rappeler que durant ces deux années il va imposer les mêmes réformes antiouvrières que dans toute l'Union européenne. Après la « flexibilisation » du marché du travail, ce sont les retraites qui sont visées : des négociations doivent s'ouvrir cet automne pour aggraver encore les réformes prises sous Sarkozy.

Claire DUNOIS

• Banque centrale européenne

En route vers la prochaine bulle spéculative

Comme c'était annoncé, la BCE a abaissé vendredi 2 mai à 0,5 % son taux directeur, qui était à 1 %. Elle prête désormais quasiment gratuitement de l'argent aux banques européennes. Son taux de prêt, qui était de plus de 4 % en 2008, n'a cessé de diminuer depuis le début de la crise financière. Officiellement, il s'agit d'encourager les banques à prêter de l'argent aux entreprises et aux particuliers, en leur fournissant de l'argent bon marché. En empruntant à 0,5 % à la BCE, elles sont donc censées accorder des crédits à faible taux à leurs clients.

En réalité, depuis des mois, les banques utilisent surtout cet argent bon marché pour spéculer sur des

opérations risquées, mais qui rapportent beaucoup plus que du crédit traditionnel. Ce sont des dizaines de milliards d'euros supplémentaires qui se déplacent d'un secteur à un autre en fonction de la rentabilité immédiate : un jour l'or, un autre les dettes des États, ou encore les matières premières agricoles...

En abaissant aussi son taux directeur, la BCE encourage de fait la spéculation et prépare de nouvelles crises financières dont, comme à chaque fois, les gouvernements présenteront la note à leur population. Les banques vivent en parasites sur l'économie, avec le soutien actif des pouvoirs publics.

C.D.

• Portugal

Nouvelles attaques contre les travailleurs

Le Premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, a annoncé vendredi 3 mai une nouvelle série d'attaques contre les travailleurs. Prétextant l'équilibre budgétaire que la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) exige de lui, il veut d'ici fin 2014 réaliser 4,8 milliards d'économies supplémentaires aux dépens des fonctionnaires et des retraités.

Les fonctionnaires dans la ligne de mire

30 000 postes de fonctionnaires devraient donc disparaître, sur 700 000. C'est une véritable provocation dans un pays où le chômage, actuellement de 17 % des actifs, devrait atteindre 18,5 % l'an prochain. Passos Coelho compte obtenir ce résultat par des démissions à l'amiable et surtout par une aggravation du système de « mobilité spéciale ». Ce système permet depuis quelques années de mettre sur la touche un fonctionnaire dont le poste disparaît, à la suite de la suppression, de la restructuration ou de la rationalisation de son service.

Dans un premier temps, le salaire était maintenu intégralement pendant deux mois, puis diminué d'un tiers pendant les dix mois suivants, avant d'être diminué de moitié, sans limite autre que la capacité à vivre avec une demi-payé. La santé et l'éducation, d'abord non concernées, ont ensuite rejoint le système, et on a vu des milliers d'enseignants à « horaire zéro », que l'on incitait vivement à se trouver

un poste ou à démissionner.

Désormais, la paye entière disparaît du dispositif, qui prend le nom de « système de requalification de d'administration publique ». Sa limite est de dix-huit mois au total : six mois de formation avec 66 % du salaire ; puis six mois avec 50 % ; enfin six mois avec 33 %. Ensuite, plus rien.

Sous prétexte d'égalité, toutes les bonifications de temps pour la retraite dont bénéficiaient certaines catégories de fonctionnaires sont supprimées. La cotisation de complémentaire santé des fonctionnaires, militaires, policiers et gendarmes passe de 1,5 % du salaire à 2,25 %, et passera à 2,50 % en janvier prochain. Et pour tous les fonctionnaires, l'horaire hebdomadaire de travail passe dès cette année de 35 à 40 heures, sans augmentation du salaire.

Haro sur les retraités

L'âge légal de la retraite reste fixé à 65 ans, mais il en faudra 66 pour toucher une pension complète. Ce n'est plus à 55 ans mais à 58 ans que militaires, policiers et gendarmes accèderont à la réserve ou à la préretraite.

Par ailleurs, la contribution extraordinaire de solidarité prélevée sur toutes les retraites au-dessus de 1 350 euros, dans le public comme dans le privé, est augmentée d'une nouvelle taxe. Ironie cynique, dans un pays où le produit intérieur brut a reculé de 3,2 % en 2012 et devrait encore perdre 2,3 % cette année : cette contribution diminuera progressivement... en fonction de la croissance économique !

Le gouvernement va aligner les règles de fixation

des pensions dans le public et dans le privé, ainsi que les rémunérations du public et du privé. Au nom de l'égalité, tout le monde va donc se retrouver au niveau le plus bas. Idem pour les vacances : les fonctionnaires passent de 25 à 22 jours de congés, comme les travailleurs du privé.

L'ensemble des nouvelles mesures sur les retraites devrait permettre 1,5 milliard d'économies. Le budget de la Sécurité sociale perdra 820 millions, celui de l'éducation 750 millions, ceux de

tous les ministères au moins 10 %. Les coupes dans les effectifs des fonctionnaires et les divers prélèvements supplémentaires feront le reste, pour atteindre les 4,8 milliards de baisses des dépenses.

C'est un ensemble de mesures d'austérité sans précédent. Il faut espérer que les travailleurs portugais, qui ont manifesté en masse le 1^{er} mai et le 25 avril, anniversaire de la chute de la dictature en 1974, lui donneront la riposte qu'il mérite.

Vincent GELAS

L'austérité ne fait pas l'unanimité

Au fur et à mesure que l'économie du Portugal s'enfonce dans la récession, dans les milieux politiques et patronaux se font entendre des voix s'élevant contre la politique d'austérité draconienne décidée par le gouvernement de droite.

Les partis de gauche, le PCP, le Bloc de gauche et le Parti socialiste, critiquent les mesures d'austérité prises par la droite. Le PS a pourtant mené la même politique d'austérité, avant de perdre les élections de juin 2011, et il la mènerait à nouveau s'il revenait aux commandes.

Mais ces critiques viennent aussi de la droite, du camp qui est celui du gouvernement

actuel. Ainsi le ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, dirigeant du parti le plus à droite de l'Assemblée, a fait attendre durant deux jours son soutien au Premier ministre, et s'est même plaint que les mesures contre les retraités « vont au-delà du nécessaire ».

Le président de la République, Anibal Cavaco Silva, qui appartient au même parti que le Premier ministre Passos Coelho, dénonce depuis quelques mois la récession provoquée par l'austérité. « Le peuple ne supporte pas davantage de sacrifices », affirmait-il il y a un an. Le 25 avril, lors de la commémoration de la chute de la dictature en 1974, il a critiqué l'Union européenne et le Fonds monétaire international, qui selon lui ont mal

mesuré les effets néfastes et récessifs des mesures d'austérité budgétaires qu'ils préconisaient. Il n'a pas encore donné son avis sur les nouvelles mesures annoncées le 3 mai.

Quant au patronat, il est pour une partie directement touché par le recul du pouvoir d'achat subi par la population, recul que l'austérité accentue. À la mi-mars, le président de la principale fédération patronale jugeait « impensables et impossibles » les derniers projets de coupes budgétaires, et un économiste concluait : « Si, pour revenir à un financement normal, on doit laisser derrière une terre brûlée, il n'y aura pas vraiment de quoi parler de réussite. »

Alors, si même les patrons le constatent et s'en plaignent...

V.G.

• Allemagne

Procès des néonazis... et de la police

À Munich s'ouvrait lundi 6 mai le procès très attendu de cinq néonazis.

Beate Zschäpe, la fondatrice du groupe appelé Clandestinité national-socialiste, est accusée d'avoir pendant onze ans participé à dix meurtres visant des commerçants turcs et un grec, à un attentat dans un quartier immigré de Cologne en 2004, qui avait blessé vingt-deux personnes, ou encore un attentat à la gare de Düsseldorf en 2000, qui avait fait plusieurs blessés parmi des migrants juifs originaires d'ex-URSS.

La culpabilité des accusés, mais aussi d'autres complices retrouvés morts en novembre

2011, ne fait guère de doute. Le véritable enjeu du procès est surtout d'établir le rôle de la police et des services secrets qui pendant des années non seulement ont laissé faire, mais ont même présenté ces meurtres comme les agissements de la mafia kurde. Pire, la police présentait même les victimes turques comme des trafiquants de drogue et leurs proches comme des suspects. En fait, la traque des accusés n'a commencé qu'en 2011, parce que, surpris après un braquage de banque, ils avaient assassiné une policière.

Or les services de sécurité allemands disposent de nombreux informateurs dans les milieux d'extrême droite.

Un de ces indicateurs aurait même été présent sur les lieux de crimes à six reprises. Les services secrets militaires eux-mêmes étaient informés dès 1998 du lieu où se cachaient ces assassins néonazis. Et curieusement, trois jours seulement après que Beate Zschäpe se fut rendue, ces mêmes services secrets ont détruit leurs propres archives sur l'extrême droite et les rapports des indicateurs infiltrés auprès de ce groupe.

Le procès lui-même montre à quel point les autorités sont peu pressées de faire connaître la vérité : la salle d'audience est très petite, aucun journaliste turc ou grec n'avait pu obtenir d'accréditation. Après des plaintes

à la Cour constitutionnelle, l'ouverture du procès avait dû être repoussée.

Cette connivence des membres des services de sécurité avec l'extrême droite n'est pas surprenante. Après la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas eu de rupture entre l'État nazi et les institutions de la République fédérale, et la « dénazification » fut très vite interrompue dès le début de la Guerre froide. De très nombreux hauts fonctionnaires nazis, dont des juges, ont continué tranquillement leur carrière. Un ancien responsable de la propagande nazie, Kurt Kiesinger, fut même chancelier, c'est-à-dire chef du gouvernement, de 1966 à 1969. Il fut d'ailleurs

gifié publiquement par Beate Klarsfeld, en novembre 1968, aux cris de « Kiesinger, Nazi ! Démissionne ! »

Ces meurtres et la responsabilité de la police ont beaucoup choqué, alors que le souvenir des atrocités nazies pèse encore lourd dans le pays. L'actuelle chancelière Angela Merkel, qui s'était fendue d'une minute de silence en hommage aux victimes lors de l'arrestation de Beate Zschäpe, a encore déclaré ces jours-ci que ces meurtres étaient une « honte pour l'Allemagne ». Mais c'est aussi la complicité des services de sécurité dans les agissements de ces néonazis qui est scandaleuse !

Eric TOLIAN